



NOTRE ENGAGEMENT: L'EXCELLENCE

RAPPORT SEMESTRIEL 2009

Actualisation du Document de Référence 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 9 avril 2009, conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF, et répertorié sous le numéro D.09-251.

Actualisation du Document de Référence 2008 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 31 juillet 2009.

INDEX

1	PERFORMANCE FINANCIERE DU SEMESTRE CLOS AU 30 JUIN 2009	3
2	MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL	5
3	GOVERNEMENT D'ENTREPRISE	7
4	LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES	9
5	RAPPORT D'ACTIVITE	15
6	PROGRAMME TOP	29
7	REVUE FINANCIERE.....	34
8	RESULTATS FINANCIERS	38
9	EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE	62
10	RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES	66
11	RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTROLE DES COMPTES.....	71
12	COMMUNIQUE DE PRESSE RELATIFS AUX RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2009	73
13	GLOSSAIRE – DEFINITIONS	77
14	LOCATIONS.....	83

1 PERFORMANCE FINANCIERE DU SEMESTRE CLOS AU 30 JUIN 2009

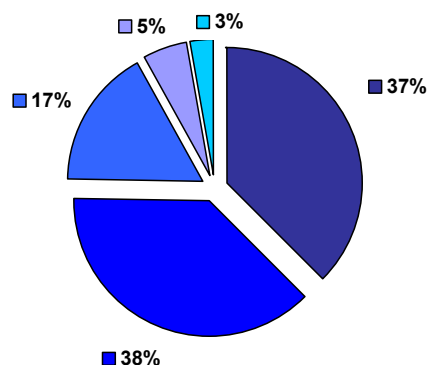
En millions d'euros	Semestre clos au 30 juin 2009	Semestre clos au 30 juin 2008	% de variation
Compte de résultat			
Chiffre d'affaires à périmètre et taux 2009	2 589	2 652	-2,4%
Variations de périmètre		154	
Impact des taux de change		58	
Chiffre d'affaires total statutaire	2 589	2 864	-9,6%
Marge Opérationnelle	118,0	124,2	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>4,6%</i>	<i>4,3%</i>	
Résultat Opérationnel	42,2	191,0	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>1,7%</i>	<i>6,7%</i>	
Résultat net – Part du Groupe	18,0	124,7	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>0,7%</i>	<i>4,3%</i>	
Résultat net normalisé – Part du Groupe (c)	73,7	74,5	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>2,8%</i>	<i>2,6%</i>	
Bénéfice net par action (BNPA)			
BNPA (a)	0,26	1,76	
BNPA dilué (b)	0,26	1,76	
BNPA normalisé (a) (c)	1,06	1,07	
BNPA normalisé dilué (b) (c)	1,06	1,07	
	30 juin 2009	30 juin 2008	
En unités			
Autres indicateurs clés			
Endettement net sur capitaux propres	20%	27%	
Effectifs fin de période	49 407	50 655	

(a) En euros, basé sur le nombre moyen pondéré d'actions.

(b) En euros basé sur le nombre moyen dilué pondéré d'actions.

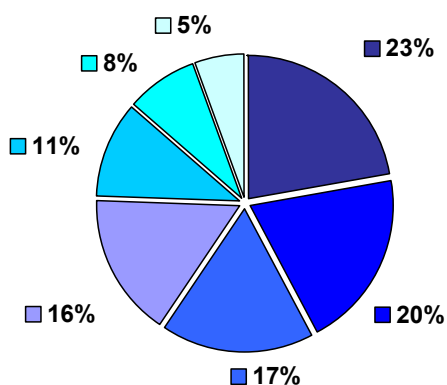
(c) Basé sur le résultat net – part du Groupe avant éléments inhabituels, anormaux et non fréquents (nets d'impôt).

En millions d'euros



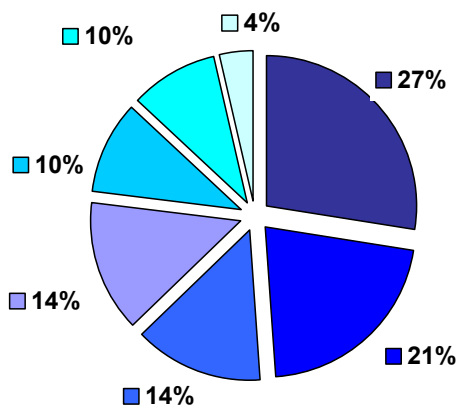
S1 2009

Intégration Systèmes	974
Infogé. Infrastructures	974
STHT (*) (ex-OLS)	434
Conseil	133
BPO médical	74
Total	2 589



S1 2009

France	575
Benelux	517
Royaume-Uni	446
Atos Worldline	416
Allemagne Europe Centrale / EMA	283
Iberia / Amérique du Sud	210
Reste du monde	141
Total	2 589



S1 2009

Secteur Public	713
Services Financiers	551
Télécom & médias	364
Industrie	363
Energie et Services Publics	258
Distribution	246
Autres	94
Total	2 589

(*) Services Transactionnels de Haute Technologie

Les entités opérationnelles (Global Business Units) sont composées de la **France** (France et filiale française au Maroc), le **Royaume-Uni**, le **Bénélux** (Pays-Bas, Belgique et Luxembourg), **Atos Worldline** (filiales française, allemande et belge), **Allemagne Europe Centrale / EMA** (Allemagne, Europe centrale comprenant l'Autriche et la Pologne ainsi que les Pays méditerranéens Grèce, Turquie et Suisse et l'Afrique du Sud), **Ibérie / Amérique du sud** (Espagne, Portugal, Argentine, Brésil et Colombie), et **Reste du Monde** (Asie Pacifique comprenant la Chine, Hong Kong, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie, Taiwan, le Japon ainsi que l'Amérique du nord, l'Inde, Major Events et le Moyen-Orient avec Dubai).

2 MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Après un peu plus de 6 mois à la tête de votre entreprise, je suis heureux de pouvoir revenir vers vous avec une performance semestrielle conforme aux engagements que j'ai pris.

Dans un environnement économique particulièrement difficile, le chiffre d'affaires du Groupe pour le premier semestre de cette année s'élève à 2 589 millions d'euros, et connaît comme prévu une légère décroissance organique (-2,4%). Le métier des services transactionnels (principalement Atos Worldline) s'inscrit à nouveau en croissance, de même que l'activité, largement récurrente, d'Infogérance d'Infrastructures, ce qui a permis à votre entreprise de maintenir son niveau d'activité, en compensant une décroissance plus marquée du Conseil et de l'Intégration de Systèmes, davantage impactés par la crise économique.

Lors de ce premier semestre nous avons enregistré de nombreux succès commerciaux tels que, à titre d'exemple, SFR en France, Royal Liver au Royaume-Uni, ING et NXP aux Pays-Bas, sans oublier les renouvellements de contrats, dont celui, emblématique, de notre partenariat avec le Comité Olympique International qui nous a renouvelé sa confiance pour les Jeux d'hiver de 2014 qui se tiendront à Sochi et les Jeux d'été de 2016. Dans un marché tendu, où une pression sur les prix se fait ressentir, la mobilisation de notre force commerciale et l'adéquation de notre offre aux nouveaux besoins du marché nous a permis de continuer à accroître notre carnet de commande pour les mois à venir.

La marge opérationnelle s'inscrit pour le premier semestre à 118 millions d'euros. Comme je m'y suis engagé, nous avons maintenu et même légèrement augmenté notre taux de marge opérationnelle à 4,6%, comparé à 4,5% l'an dernier, et ce malgré un impact défavorable équivalent à 0,5% de taux de marge opérationnelle dû à la mise en redressement judiciaire du groupe de distribution allemand Arcandor, un de nos importants clients. Enfin, en ce qui concerne notre endettement net, celui-ci s'élève au 31 juin 2009 à 328 millions d'euros avec une dégradation semestrielle de 24 millions d'euros, très inférieure à la dégradation enregistrée l'année dernière, qui s'élevait à 148 millions d'euros hors éléments exceptionnels.

Cette performance s'appuie clairement sur les premiers effets du plan TOP que nous avons lancé le 1^{er} décembre dernier, avec comme objectif de revenir au niveau de performance opérationnelle des meilleurs de nos concurrents. Sur le court terme, le plan TOP a permis d'avoir un impact significatif par la réduction des coûts de fonctionnement internes du Groupe, tout en améliorant la qualité du service fourni à nos clients. Je suis ainsi très confiant dans la poursuite de l'amélioration de la marge opérationnelle du Groupe au second trimestre 2009, et au-delà.

Dans ce cadre, un accent particulier a été porté sur les compétences et l'employabilité de nos collaborateurs. En doublant notre investissement dans la formation, et en renforçant la mobilité interne entre pays et entre nos lignes de services, nous avons ainsi réduit le nombre de sous-traitants utilisés à travers le Groupe de plus de 1 400 depuis décembre 2008 et réussi à maintenir le taux d'activité de nos collaborateurs.

Parallèlement, j'ai souhaité lancer au cours de ce premier semestre plusieurs initiatives, pour projeter le Groupe dans le monde économique de « l'après crise », et préparer son développement futur.

Nous voulons tout d'abord construire une nouvelle relation avec les jeunes diplômés. C'est l'ambition du programme « Talents 2009 » qui vise à renforcer notre offre de stages, développer des méthodes de recrutement nouvelles avec l'alternance et l'apprentissage, et maintenir la proportion de premières expériences professionnelles dans notre recrutement global.

Je souhaite ensuite placer Atos Origin à la pointe de l'innovation technologique en matière de services informatiques. A cette fin, un Comité Scientifique regroupant les 50 plus brillants scientifiques du Groupe, reconnus par leurs pairs, a été mis en place. Il nous aidera à mieux anticiper les ruptures technologiques, et apporter à nos clients davantage de valeur ajoutée.

Enfin, conscient des enjeux liés au développement durable, Atos Origin a engagé au premier semestre un important chantier de réflexion interne sur la contribution des services informatiques à la « croissance verte », afin d'orienter son offre de services pour ses clients.

Fer de lance de nos efforts d'innovation et de notre différenciation, Atos Worldline s'est développé depuis nombreuses années en s'appuyant sur un modèle de développement alliant robustesse et efficacité dans la production tout en ayant un mode de facturation aligné avec le succès de ses clients. Actuellement présent seulement en France, Belgique et Allemagne, les Services Transactionnels de Haute Technologie que fournit Atos Worldline dans le domaine des paiements électroniques et des services en ligne (« e-services ») ont un potentiel de développement significatif, notamment par leur développement à travers l'ensemble des géographies du Groupe. Ce projet sera au cœur de la stratégie de croissance profitable du Groupe dans les années à venir.

* * *

Le fort dynamisme commercial, l'amélioration de la marge opérationnelle, en excluant les effets d'Arcandor, et la solide performance en termes de trésorerie sont tous trois révélateurs de la forte mobilisation et l'engagement de l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Cette performance est essentielle pour pouvoir s'assurer de la confiance de nos clients, et permettre ainsi à Atos Origin de poursuivre son développement profitable.

Je suis fier du travail et de la performance de l'ensemble de nos équipes sur ce premier semestre, et j'ai toute confiance dans la capacité de notre Groupe à atteindre les objectifs que nous nous fixons semestre après semestre.

Ceci me permet de confirmer nos engagements pris pour l'année 2009.

Thierry Breton
Président Directeur Général

3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Atos Origin est une Société Anonyme à Conseil d'Administration élu par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire qui s'est tenue le 10 février 2009.

3.1 DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale se compose du Président-Directeur Général et de deux Directeurs Généraux Adjoints.

Nom	Fonctions opérationnelles	Fonctions transversales
Thierry Breton	Président Directeur Général	
Charles Dehelly	Directeur Général Adjoint en charge des Opérations	Lignes de Services Intégration de Systèmes et Infogérance, Unités Opérationnelles du Groupe (GBUs), Programme TOP, fonction Achats
Gilles Grapinet	Directeur Général Adjoint en charge des Fonctions Globales	Fonctions Globales, Ventes & Marchés, Innovation et Stratégie (Group Innovation Business Dvpt & Strategy - GIBS), Ligne de Services Conseil et Atos Worldline

3.2 LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif a été mis en place afin de gérer les performances opérationnelles du Groupe. Ses principales tâches consistent à accompagner la Direction Générale dans la définition des priorités, dans le suivi des performances opérationnelles, l'exécution du Programme TOP (Total Operational Performance) et la mise en place des plans d'action. Il s'agit d'un organe dédié à la gestion des opérations du Groupe.

Le Comité Exécutif a pour mission d'améliorer les échanges et la coopération entre les Unités Globales, les Lignes de Services Globales, la Direction Commerciale et les Fonctions Globales.

Le Comité Exécutif est composé des membres de la Direction Générale ainsi que des responsables des Unités Globales, des Lignes de Services Globales, du Directeur Commercial, du Directeur Financier et du Directeur des Ressources Humaines.

3.3 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suite à l'Assemblée Générale Mixte qui s'est tenue le 10 février 2009, les actionnaires ont approuvé la nouvelle gouvernance du Groupe sous forme de Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration nouvellement constitué a élu à l'unanimité M. Thierry Breton Président-Directeur Général d'Atos Origin et a également nommé M. Jean-Paul Béchat à la présidence du Comité d'Audit et M. Behdad Alizadeh à celle du Comité des Nominations et des Rémunérations.

Les membres du Conseil d'Administration sont :

Nom	Nationalité	Age	Date de nomination	Membre du Comité	Fin de mandat (*)	Nombre d'actions détenues
René Abate	Française	60	2009		2011	1 000
Behdad Alizadeh	Américaine	47	2009	N&R	2011	1 000
Nicolas Bazire	Française	51	2009	N&R	2011	1 000
Jean-Paul Béchat	Française	66	2009	A	2011	1 000
Thierry Breton	Française	53	2009		2011	5 000
Jean Fleming	Britannique	40	2009		2011	238
Dominique Mégret	Française	61	2009		2011	1 000
Bertrand Meunier	Française	52	2009	N&R	2011	1 000
Michel Paris	Française	51	2009	A	2011	1 000
Pasquale Pistorio	Italienne	72	2009	A	2011	1 000
Vernon Sankey	Britannique	59	2009	A	2011	1 000
Jean-Philippe Thierry	Française	60	2009	N&R	2011	1 500

A : Comité d'Audit; N&R : Comité des Nominations et des Rémunérations

(*) Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'année

4 LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES

4.1 MARCHE

4.1.1 Conditions de marché

Les conditions macro-économiques en Europe sont fortement dégradées par l'approfondissement de la crise et l'incertitude demeure un des enjeux clé pour prévoir l'évolution du marché des services informatiques en 2009. L'Europe est entrée en récession, et les estimations pour le marché des services informatiques sur cette zone ont été régulièrement revues à la baisse par les experts de l'industrie sur le périmètre d'activités comparable à celui d'Atos Origin.

La récession impactera l'activité économique en 2009, se traduisant par un fort ralentissement des dépenses informatiques : les services informatiques pourraient connaître une baisse de l'ordre de -3% pour 2009. Comme la crise financière est globale, la récession touche toutes les régions simultanément, mais nos pays européens ne sont pas tous heurtés à la même vitesse car leur adaptation à la crise diffère. D'une part, les Pays-Bas et l'Espagne ont réagi très rapidement, et d'autre part les lignes de métier n'ont pas le même degré d'exposition à la crise, de par leur différente nature et la durée des services et engagements envers nos clients.

Dans ce contexte de fort retournement économique, l'infogérance devrait être l'activité qui sera la moins touchée. Ces services représentent des contrats pluriannuels qui fournissent l'informatique de base nécessaire à la conduite des entreprises. Les clients rechercheront toutefois une plus grande efficacité et plus grande flexibilité dans leur contrat. Ainsi, malgré des conditions économiques difficiles, l'activité d'infogérance pourrait même connaître une croissance positive ; un allongement des processus de prise de décision de certains clients du fait d'un manque de visibilité devrait produire une inflexion, jusqu'à ce que le recours à l'infogérance reprenne de manière significative.

Le Groupe anticipe une croissance des services en ligne (« e-services ») dans le secteur public, avec un usage accru du web qui facilite les interactions entre les citoyens et générera des gains d'efficacité.

Dans une phase de récession, les activités de Conseil et d'Intégration de Systèmes sont traditionnellement les plus affectées, car ce sont des dépenses plus discrétionnaires dont le coût peut être limité pendant un certain temps. Cependant, des opportunités demeureront dans les domaines où les prestataires de services IT permettent aux clients d'adopter davantage des approches *lean*, d'être plus réactifs et d'obtenir une meilleure utilisation de leurs ressources. Par ailleurs, de nouvelles opportunités devraient également voir le jour pour proposer des solutions face aux nouveaux problèmes issus de la crise financière, notamment la mise en œuvre de nouvelles régulations...

En ces temps d'incertitude, les clients s'adresseront de plus en plus aux entreprises démontrant à la fois une véritable taille critique dans leurs marchés, une capacité à déployer l'ensemble des compétences requises et de ce fait, inspireront une confiance forte malgré un environnement très averse à la prise de risques.

4.1.2 Tendances

Dans notre TOP 7 des tendances fondamentales qui bouleversent les services informatiques, nous avons retiré « Les programmes de croissance des entreprises », à cause de la conjoncture actuelle, et adapté notre liste pour refléter ce que nous pensons traduire l'évolution du marché: 1) Les efforts permanents de réduction des coûts, 2) l'Industrialisation et l'émergence de standards informatiques, 3) l'émergence de l'informatique à la demande – (*utility computing*) 4) La mondialisation croissante, 5) La multiplication des contrats multi-

prestataires (*multi-sourcing*), 6) Le développement de l'externalisation des processus (BPO), 7) Les efforts de développement durable, au-delà de Green IT.

Ces tendances profondes continueront d'animer le marché, avec des rythmes divers suite à la détérioration de l'environnement économique. A titre d'exemple, l'incertitude économique va accroître la demande pour un service à l'usage, appelé « *on demand* », ou en mode « *utility* ». Au premier semestre, de nombreux acteurs ont annoncé leur plan pour développer des services autour du « cloud », qui après les Etats-Unis, gagne l'Europe, l'Asie restant un peu en deçà. Même si cette approche est encore en phase de maturation, les analystes prévoient qu'elle sera sous-jacente à près d'un quart des services informatiques d'ici 2012. De plus, la demande croissante pour une réduction des coûts devrait voir diminuer le *multi-sourcing* en faveur d'une consolidation des fournisseurs. Enfin, la demande pour davantage de globalisation et d'*offshore*, qui est jusqu'à présent une tendance massivement nord-américaine, pourrait également ralentir si certains Etats qui soutiennent fortement les entreprises bancaires et industrielles adoptaient une approche plus protectionniste sur ce sujet.

Concernant le développement durable, l'engouement médiatique a été extrêmement fort au premier semestre 2008. Nous avons assisté en 2009 à un véritable décollage du marché : la demande issue du secteur privé est principalement marquée par le besoin accru de réduction des coûts, la pression des actionnaires, les changements de réglementations en cours et le besoin de renforcement des marques. Les offres autour de la Gouvernance, le risque et la conformité se développent. Elles s'étendent au secteur public également, tant pour servir les objectifs d'opérer dans un environnement meilleur, « durable », moins consommer d'énergie, mais aussi pour répondre aux attentes exprimées par les citoyens. Face aux prévisions de conditions économiques extrêmement difficiles pour la période à venir, la demande concernant les sujets de développement durable devrait encore s'accroître notamment pour répondre au besoin de réduction de coûts des entreprises.

La globalisation, l'utilisation de différents prestataires (*multi-sourcing*) et l'industrialisation sont les tendances qui ont le plus influencé le secteur au cours des dernières années. En réponse à ces évolutions fondamentales, nous observons que les prestataires de services, Européens ou Indiens, adoptent un modèle de production similaire – des centres de services en réseau alliant une présence sur le site du client, à l'*onshore*, le *near shore* et l'*offshore* – en utilisant des centres de productions propriétaires et en faisant appel, en complément, à des partenaires choisis pour compléter éventuellement la couverture géographique nécessaire pour certaines prestations.

Selon les analystes sectoriels, ce modèle de production ne peut pas être pérenne en se basant exclusivement sur une différenciation par les bas coûts dans la mesure où les conditions de qualité et de respect des délais, l'utilisation de méthodes standardisées et les partenariats jouent un rôle déterminant pour gagner des contrats.

Alors que la taille des contrats tend à se réduire, les clients demandent à présent des solutions plus sophistiquées avec, à titre d'exemple, une flexibilité accrue, une facturation en fonction de l'usage, ou en fonction d'indicateurs de performance propres à leurs métiers et à leurs processus. Cette tendance s'est également accompagnée d'un besoin exprimé par les clients de prendre en charge la gestion complète de certains de leur processus, en intégrant à la fois le conseil métier, la réalisation et l'intégration des solutions et la gestion des systèmes et des opérations.

L'industrialisation des services provient initialement des prestataires informatiques opérant pour les grands clients du secteur privé. En ce qui concerne le marché dit « de masse », c'est à dire adressant le grand public, le Groupe a observé également une évolution vers la demande de services « consommables » comme par exemple la fourniture à bas coût sur le Web de services de base (hébergement, stockage) par des sociétés telles que Amazon et Google. Celui-ci est rentré dans une deuxième phase, visant les entreprises de taille moyenne par des offres Cloud ou « Software as a Service ». Les grands éditeurs de logiciels ont clairement indiqué qu'ils offriraient également leurs solutions sur la base de cette approche Cloud, ce qui demandera aux prestataires de services de s'adapter pour accompagner ce changement. Si ce phénomène de

consommation de masse des services informatiques n'a pas encore eu d'impact significatif sur l'activité du Groupe, cela n'en demeure pas moins une tendance susceptible de bouleverser le marché à l'avenir.

4.1.3 Environnement concurrentiel

L'acquisition d'EDS par HP a modifié le classement des 10 premiers prestataires de services informatiques en termes de chiffres d'affaires en Europe. Sur la base des chiffres d'affaires réalisés au cours de l'année 2008, le Groupe HP-EDS occupe la troisième place en Europe avec 4,7% de part de marché derrière IBM à 8% et Accenture à 4,8%. Atos Origin occupe la cinquième place avec 3,6% de part de marché, derrière Cap Gemini depuis l'acquisition de Getronics PinkRocade Business Application Services. Le Groupe anticipe de nouveaux mouvements de consolidation du secteur durant l'année 2009, non seulement sur le marché des services, mais plus généralement dans l'informatique telle l'acquisition de Sun par Oracle.

Le marché des services informatiques en Europe devrait demeurer très concurrentiel en 2009, avec un mouvement de réorganisation et de recentrage des principaux acteurs américains et européens qui souhaiteront se repositionner pour rester compétitifs. Les principaux acteurs du marché devraient également s'inscrire dans la tendance vers une spécialisation accrue et faire preuve d'une attention particulière vers le développement de compétences métier dédiées aux différents secteurs industriels. Si les incertitudes économiques s'amplifient, les grandes entreprises s'adresseront en priorité aux grands acteurs capables de leur offrir le maximum de garantie. Dans un tel environnement, les prestataires de services qui s'appuient sur des relations de long terme avec leurs clients et une présence historique dans leur secteur d'activité sauront profiter d'un avantage concurrentiel certain.

2008 a vu un ralentissement par rapport à 2007 du taux de croissance des grandes entreprises indiennes de services informatiques, et une nouvelle baisse est attendue en 2009, même si leur croissance devrait rester notable. Les prestataires indiens du secteur devraient poursuivre leur stratégie de développement en Europe et en Asie. Bien que leur part de marché reste à ce jour à un faible niveau en Europe, les acteurs indiens continueront à se positionner sur des appels d'offre importants et poursuivront leur stratégie de croissance externe par des acquisitions ciblées. L'environnement économique difficile risque de renforcer cette tendance.

La tendance fondamentale du marché d'une recherche accrue en compétences sectorielles se traduit non seulement chez les prestataires de services mais également chez les grands éditeurs de progiciels tels que SAP et Oracle.

Les partenariats devraient constituer un facteur clé autant dans l'acquisition de nouvelles références que dans la capacité à amener de l'innovation aux clients. Le marché devrait ainsi voir des prestataires de services informatiques nouer des partenariats avec des spécialistes sectoriels, technologiques ou sur des processus métiers spécifiques, voire même au cas par cas s'allier avec leurs propres concurrents.

Dans le même sens, les offres distinctives, compétitives, à forte valeur ajoutée seront de plus en plus déterminantes pour gagner des parts de marché et bénéficier de relais de croissance dans les années à venir.

Le Conseil : cette activité est, des trois lignes de services du Groupe, l'une des plus sensibles à l'environnement économique et aux réductions de budget opérées dans les entreprises. La plupart des analystes prédisent maintenant une décroissance en 2009. Toutefois, cela ne signifie pas un arrêt brutal de demandes en prestations de services de conseil. Effectivement, de nombreuses opportunités existent pour le métier du conseil afin d'accompagner les entreprises pour traverser la crise économique, en les aidant à devenir plus adaptables et utiliser au mieux leurs ressources internes. La demande en conseil stratégique comme en conseil métier devrait donc dépasser celle du pur conseil informatique. Cette tendance sera portée par :

- Les projets de réduction de coûts,
- Les fusions et acquisitions,
- La réglementation et le besoin accru de contrôle,
- L'amélioration des processus métiers,
- Le besoin accru en innovation.

Disposer d'équipes de conseil spécialisées par secteur devrait devenir, pour les groupes informatiques, un moyen clé pour remporter des contrats de transformation à forte composante d'Intégration de Systèmes ou des projets pluriannuels d'Infogérance. Enfin, les entreprises leaders européennes attendent de leurs fournisseurs une plus grande pro-activité, leur permettant de bénéficier d'une meilleure efficacité et d'une plus grande productivité. Les fournisseurs de services informatiques qui auront ainsi développé leurs équipes de conseil métier avec de fortes connaissances sectorielles seront les mieux placés pour remporter des marchés et saisir les nouvelles opportunités.

L'intégration de Systèmes : même si la demande en développement de solutions et en maintenance applicative devrait persister, les 2 autres segments de l'Intégration de Systèmes, les projets et la régie souffrent : la pression sur les prix s'accroît continuellement et la taille des projets diminue. La demande devrait porter essentiellement sur des projets permettant de réduire les coûts, d'améliorer la performance opérationnelle, la Business Intelligence, la mise en place et le suivi des indicateurs de performance internes aux entreprises, la conformité.

Les clients segmenteront davantage leur cahier des charges afin de mieux maîtriser leur budget tout en portant une attention particulière à la mesure de la performance. La pression sur les prix et la raréfaction sur certaines compétences techniques continueront à amener les grands acteurs du secteur à déployer des modèles de production globale.

Les activités de tests sont en forte progression suite au mouvement d'adaptation permanente dans les métiers des entreprises, qui poussent les clients à faire appel à des acteurs industriels sur des engagements pluriannuels. Les tests et leur externalisation complète deviennent donc une activité à part entière.

En conclusion, la demande ira de plus en plus vers des acteurs industriels maîtrisant les spécificités sectorielles de leurs clients et capables d'apporter une valeur ajoutée conseil dans leur approche.

L'Infogérance d'infrastructures : en règle générale en période de ralentissement économique, l'activité d'Infogérance connaît une relative croissance. Cependant, cette tendance serait atténuée suite à l'incertitude économique qui demeure. De manière générale, bien que les cycles de prises de décision soient devenus plus longs avec des clients qui demandent un retour sur investissement beaucoup plus rapide et une plus grande flexibilité, les années 2009 et 2010 devraient bénéficier d'une tendance favorable en infogérance d'infrastructures et en externalisation de processus en Europe. La renégociation des contrats existants par les clients pour réduire davantage les coûts et accroître leur flexibilité amènera de nouvelles opportunités pour la consolidation des prestations et le rallongement de la durée des engagements.

Les principales tendances observées pour l'année 2008 et au premier semestre 2009 incluent :

- Davantage de croissance issue de prestations complémentaires avec des clients existants.
- La croissance de la gestion d'infrastructure à distance (*Remote Infrastructure Management*) et de l'*offshore*,
- Une demande de retour sur investissements des clients en matière d'initiatives « informatique responsable » (*Green IT*),
- Une croissance du BPO, i.e. de l'externalisation de processus métiers.

De manière générale, le besoin constant de réduction et de variabilisation des coûts et le manque de compétences techniques disponibles en interne chez les clients constituent les principaux leviers d'une demande en infogérance. Par ailleurs, les sociétés de services informatiques devront démontrer leur connaissance du secteur d'activité des clients pour lesquels elles opèrent, ainsi que leur capacité d'adaptation et d'innovation. En effet, face à la demande croissante des clients en termes d'innovation, le niveau d'expertise sera un des éléments déterminants pour le choix de leur partenaire en infogérance.

Services de Transactions à Haute Technologie : le marché d'externalisation des services de paiement est très varié avec des prestataires d'expertise ayant des compétences dans des domaines industriels spécifiques et des prestataires de services informatiques. Le marché tend à devenir plus mature et une consolidation des différents acteurs devrait se poursuivre.

La croissance devrait être soutenue par l'évolution de la réglementation (ex : SEPA), la multiplication des différents modes de paiement (ex : téléphonie mobile, paiement à distance...), la sécurité (ex : *chip & pin*, *3D-secure*, et l'utilisation des hologrammes).

....

4.2 PART DE MARCHÉ ET CONCURRENTS

Selon Gartner, Atos Origin se classe au cinquième rang des sociétés de services informatiques en Europe. En Europe de l'Ouest, les parts de marché dans le secteur des services informatiques sont réparties comme suit :

Classement en Europe	Concurrents en Europe	Europe occidentale Chiffre d'affaires 2008 (a)	Europe occidentale Part de marché
1	IBM	11 606	8,0%
2	Accenture	6 975	4,8%
3	Hewlett-Packard EDS	6 858	4,7%
4	Cap Gemini	6 845	4,7%
5	Atos Origin	5 222	3,6%
6	T Systems	4 541	3,1%
7	British Telecom	4 417	3,0%
8	Siemens IT Solutions & Services	3 831	2,6%
9	Logica	3 747	2,6%
10	Computer Sciences Corporation (CSC)	3 204	2,2%
Total market size Western Europe		145,156	39.4%

Sources : Information de la Société et étude Gartner – IT Services 2008 Market Share Gartner Mai 2009 en USD avec 1 USD = 0,6833 EUR

(a) En millions d'euros, sur la base des Services Professionnels incluant les activités de Conseil (Conseil pour Atos Origin), de Développement et d'Intégration (Intégration de Systèmes pour Atos Origin), d'IT management (Infogérance pour Atos Origin) et Process Management (Services en Ligne

et BPO pour Atos Origin), mais excluant les activités de Support et de Maintenance des matériels informatiques et logiciels.

Selon Gartner, sur la base de la taille du marché en 2008 des dépenses externes en services professionnels informatiques, les parts de marché par pays s'établissent comme suit :

Pays	Taille du marché (en millions d'euros)	Poids	Atos Origin Part de marché	Atos Origin Classement	Leader du marché
Royaume-Uni	47 482	33%	2,0%	9	British Telecom
Europe centrale	30 398	21%	2,1%	7	T-systems
France	19 134	13%	8,3%	2	Cap Gemini
Italie & Grèce	8 987	6%	0,4%	-	IBM
Pays-Bas & Belgique	14 311	10%	11,4%	1	Cap Gemini
Iberia (Espagne & Portugal)	10 065	7%	3,6%	5	Indra
Reste de l'Europe	14 779	10%	1,4%		
Europe Occidentale	145 156	100%	3,6%	5	

Sources : Information de la Société et étude Gartner – IT Services 2008 Market Share Gartner mai 2009 en USD avec 1 USD = 0,6833 EUR

5 RAPPORT D'ACTIVITE

5.1 PERFORMANCE OPERATIONNELLE

La performance opérationnelle des activités courantes est présentée sur la ligne marge opérationnelle, tandis que les produits ou charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (autres produits / charges opérationnels) sont présentés après la marge opérationnelle en conformité avec la recommandation du CNC en date du 27 octobre 2004.

Le chiffre d'affaires total s'est élevé à 2 589 millions d'euros soit une diminution de -9,6% (-2,4% à périmètre et taux de change constants) par rapport au premier semestre 2008.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	% rentabilité	% croissance
Chiffre d'affaires excluant Italie et AEMS Bourse	2 589		2 743		-5,6%
Italie			20		
AEMS Bourse			101		
Chiffre d'affaires statutaire	2 589		2 864		-9,6%
Marge opérationnelle excluant l'Italie et AEMS Bourse	118,0	4,6%	122,2	4,5%	-3,5%
Italie			-1,1		
AEMS Bourse			3,0		
Marge opérationnelle	118,0	4,6%	124,2	4,3%	-5,0%
Autres produits et charges opérationnels	-75,8		66,8		
Résultat opérationnel	42,2	1,7%	191,0	6,7%	

Durant le premier semestre 2009, le Groupe a réalisé une marge opérationnelle de 118 millions d'euros (4,6% du chiffre d'affaires par rapport à 4,3% au premier semestre 2008).

5.2 CHIFFRE D'AFFAIRES

5.2.1 Croissance organique

Le chiffre d'affaires pour le premier semestre 2009 s'est élevé à 2 589 millions d'euros, représentant une diminution de -9,6% par rapport à un chiffre d'affaires statutaire de 2 864 millions d'euros réalisé sur le premier semestre 2008. Les variations de taux de change ont entraîné un ajustement négatif de 58 millions d'euros et les cessions ont entraîné une diminution de 154 millions d'euros. La décroissance organique a été de -2,4% représentant 62 millions d'euros de chiffre d'affaires.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Δ%
Chiffre d'affaires statutaire	2 589	2 864	-9,6%
Italie		-20	
AEMS Bourse		-101	
Chiffre d'affaires statutaire excluant Italie et AEMS Bourse	2 589	2 743	-5,6%
Autres cessions		-33	
Impact des taux de change		-58	
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	2 589	2 652	-2,4%

Les cessions réalisées par le Groupe et représentant 154 millions de chiffre d'affaires sur le premier semestre 2008 se composent ainsi :

- L'Italie cédée à Engineering en janvier 2008 représentant 20 millions d'euros sur une base comparable.
- AEMS Bourse cédé à NYSE Euronext en août 2008 représentant un chiffre d'affaires de 101 millions d'euros pour les six premiers mois 2008.
- Les Pays-Bas ont cédé l'activité "Technical Automation" à la fin de l'année 2008 représentant un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros.
- Le Mexique sorti du périmètre fin 2008 a représenté un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros pour le premier semestre 2008.
- La Thaïlande a été cédée à la fin de l'année 2008 et a représenté un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros au premier semestre 2008.
- AB Consulting a représenté un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros l'année dernière.

Les variations de taux de change ont donné lieu à un ajustement négatif de 58 millions d'euros notamment du fait de la baisse de la livre sterling représentant 67 millions d'euros, un ajustement positif de 10 millions d'euros lié aux monnaies asiatiques, un ajustement positif de 6 millions d'euros lié au dollar américain et un ajustement négatif de 4 millions d'euros lié aux monnaies sud américaines.

La diminution organique du chiffre d'affaires à -2,4% est conforme aux objectifs annuels communiqués au marché par le Groupe.

5.2.2 Evolution du chiffre d'affaires par trimestre

Le chiffre d'affaires a diminué de -2,4% dont une décroissance de -0,6% au premier trimestre et une décroissance de -4,0% au second trimestre.

(en millions d'euros)	Premier trimestre 2009	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2009
Chiffre d'affaires	1 294	1 295	2 589
% Croissance organique (*)	-0,6%	-4,0%	-2,4%

(*) Croissance organique 2009 à périmètre et taux de change constants.

5.2.3 Evolution du chiffre d'affaires par nature

Le Groupe a généré 97% de son chiffre d'affaires des ventes de services et se maintient au même niveau que l'année précédente. Le chiffre d'affaires d'achat pour revente est comparable en valeur relative à celui de l'année précédente pour la même période.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% Total	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	% total	% croissance organique (*)
Ventes de services	2 513	97%	2 572	97%	-2,3%
Achat pour revente	76	3%	80	3%	-4,7%
Chiffre d'affaires total	2 589	100%	2 652	100%	-2,4%

(*) Croissance organique 2009 à périmètre et taux de change constants

5.2.4 Chiffre d'affaires par Entité Opérationnelle (GBU)

La performance du chiffre d'affaires par **entité opérationnelle** s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	% croissance (*)	Détail du Chiffre d'affaires 2009
France	575	586	-1,9%	22%
Benelux	517	585	-11,6%	20%
Royaume-Uni	446	419	+6,4%	17%
Atos Worldline	416	394	+5,7%	16%
Allemagne & Europe Centrale / EMA	283	299	-5,2%	11%
Ibérie / Amérique du sud	210	226	-6,9%	8%
Reste du monde	141	143	-1,5%	5%
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	2 589	2 652	-2,4%	100%
Italie		20		
AEMS Exchange		101		
Autres cessions		33		
Impact des taux de change		58		
Chiffre d'affaires total	2 589	2 864		

(*) Croissance organique 2009 à périmètre et taux de change constants

L'évolution du chiffre d'affaires par Entité Opérationnelle pour le premier semestre 2009 a été très contrastée :

- Le Royaume-Uni et Atos Worldline ont connu des taux de croissance organiques supérieurs respectivement à +6% et +5% ;
- La France et le Reste du Monde ont enregistré une baisse inférieure à -2% ;
- L'Allemagne Europe Centrale / EMA et Ibérie / Amérique du Sud ont décliné respectivement de -5,2% et -6,9% ;
- Le Benelux a baissé de plus de -11%.

En **France**, l'activité Conseil a diminué de 8,6 millions d'euros comparativement à la même période l'année précédente notamment en raison de la baisse de projets dans le secteur des Services Financiers et d'une pression sur les prix entraînant un taux journalier moyen plus bas. Parallèlement, le chiffre d'affaires du secteur Public reste stable en termes de volume et de prix.

L'activité Intégration de Systèmes en France a diminué de -5% comparée à l'année précédente en raison d'une baisse du chiffre d'affaires dans le secteur Automobile, alors que l'activité des secteurs Public et Télécommunications est restée stable. Le taux d'utilisation a été de 83% stable, comparé au premier semestre 2008. Le taux journalier moyen a très légèrement décliné, -1% par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires dans l'Infogérance a augmenté de plus de +7% grâce à l'obtention de nouveaux contrats dans les Services Publics et le secteur de l'Energie.

Au **Benelux**, l'activité Conseil a subi une pression sur les prix et une faible demande du marché particulièrement dans le secteur des Services Financiers et de l'Industrie. Le Groupe a réagi en réduisant les coûts et les effectifs afin de maintenir la rentabilité opérationnelle. Cependant, au premier semestre 2009, les économies n'ont pas été suffisantes pour compenser la baisse de chiffre d'affaires.

L'activité Intégration de Systèmes aux Pays-Bas a été directement impactée par une plus faible demande et une forte pression sur les prix notamment sur les contrats en régie qui représentent deux tiers du chiffre d'affaires. Grâce à un management drastique, le taux d'utilisation est resté stable à 73% comparé à 74% au premier semestre 2008. Cependant, le taux journalier moyen a décliné de 4% comparé à la même période l'année précédente. Par conséquent, le chiffre d'affaires au Benelux a diminué de -19,1% comparé au premier semestre 2008.

En Infogérance, le chiffre d'affaires aux Pays-Bas a connu une légère diminution de -2,2% en raison du report ou de l'annulation de certains projets des clients dans les Services Financiers et le secteur Public. En Belgique, le chiffre d'affaires est stable en raison de demandes plus fortes des clients existants et à la signature d'un contrat d'externalisation avec une importante entreprise de l'industrie chimique.

Au **Royaume-Uni**, l'activité Conseil a diminué de 7 millions d'euros en raison d'une baisse des missions dans le secteur Public. Le taux d'utilisation a été affecté par une baisse de chiffre d'affaires réalisé avec les clients existants du secteur Public tel que NHS.

L'Intégration de Systèmes a légèrement diminué de -2,9% en raison d'un moindre chiffre d'affaires réalisé avec les clients du secteur privé, notamment dans le domaine SAP. Le secteur Public est resté fort grâce à des projets additionnels avec le département Civil au Royaume-Uni, le portail gouvernemental et dans le secteur de la santé. Le fort management des ressources s'est traduit par une augmentation du taux d'utilisation de plus de 3 points atteignant 79%.

Dans l'Infogérance, le chiffre d'affaires a augmenté de 37 millions d'euros, ce qui représente +21,2% au premier semestre. Ceci est dû aux contrats avec d'importants clients du secteur Public tels que le Ministère de la Justice, les autorités des frontières et immigration, NHS en Ecosse et Train Operating Companies (TOC) dans les transports.

Enfin, dans le BPO Medical, le chiffre d'affaires a augmenté de +2,3% grâce à la progression du chiffre d'affaires réalisé avec le Department of work and pension (DWP) suite au nombre croissant des contrôles médicaux réalisés par l' Employment and Support Allowance (ESA).

Concernant **Atos Worldline**, le chiffre d'affaires a augmenté de +5.7%.

La France a présenté une croissance solide de +19,1% avec des situations diverses :

- Chiffre d'affaires additionnel concernant les radars automatiques et passeports biométriques;
- Chiffre d'affaires en hausse sur les contrats existants dans les moyens de paiement et le commerce électronique (e-commerce) ;
- Une situation plus difficile dans les secteurs de la Distribution, de l'Industrie et des Télécommunications.

L'Allemagne a réalisé une croissance de 5,7% en augmentant son chiffre d'affaires dans les systèmes de gestion électronique des cartes de paiements.

En Belgique, les activités de gestion électronique des cartes de paiement sont restées stables alors que les ventes de terminaux ont légèrement diminué en comparaison avec un niveau élevé de ventes durant le premier semestre 2008 (vente de terminaux avec les nouvelles normes EMV au Benelux).

Les services pour les marchés financiers d'Atos Worldline ont diminué de -7,8% comme prévu. Le Groupe investit dans de nouvelles offres pour revenir à la croissance positive dès 2011 comme cela a été présenté durant la « Journée des Investisseurs » (Investor Day) qui s'est tenue le 12 juin dernier à Bruxelles.

En **Allemagne Europe Centrale / EMA**, le chiffre d'affaires sur l'Intégration de Systèmes a diminué de -6,5% principalement dû à la baisse de la demande sur les secteurs de la Distribution et de l'Industrie de composants et manufacturés et en particulier sur l'industrie automobile. La hausse sur les secteurs des Services financiers et des Télécommunications a compensé en partie cette baisse.

L'Infogérance a été impactée par la situation financière de son client Arcandor en dépôt de bilan. En Infogérance, le chiffre d'affaires a diminué de -3,9% au premier semestre 2009.

Ibérie / Amérique du Sud a du faire face à l'environnement économique de l'Espagne. Le chiffre d'affaires sur l'Intégration de Systèmes qui représente plus de 60% du total a chuté de 11,9% principalement sur les secteurs des Services financiers et des Télécommunications dans lesquels la GBU a subi des baisses de prix et une diminution de volumes sur les projets en régie. A l'opposé, l'Infogérance a réalisé une croissance organique de +9,3% grâce à la forte hausse de l'activité Services Transactionnels de Haute Technologie.

Le Reste du Monde a réalisé un chiffre d'affaires pratiquement stable à 141 millions d'euros. L'Infogérance en Asie et en Amérique du Nord a pu compenser la baisse des activités cycliques.

En Asie, le chiffre d'affaires a légèrement baissé de 3,3%. Dans l'Infogérance d'Infrastructures, le chiffre d'affaires a augmenté de +9,5% avec des volumes plus élevés réalisés à Hong Kong avec Standard Chartered Bank et Manulife. Dans l'Intégration de Systèmes, le chiffre d'affaires a diminué de 3 millions d'euros principalement sur les activités de régie tandis que les activités au forfait ont été légèrement en hausse.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a présenté une décroissance organique de -4,4%. Dans l'Infogérance d'Infrastructures, la croissance organique du chiffre d'affaires a atteint +13,2% grâce au gain de nouveaux contrats avec City for Wayne et Baker Hughes qui ont compensé la baisse de revenus avec le client Stanley, et l'activité d'Intégration de Systèmes qui a souffert en début d'année d'un ralentissement de la demande.

5.2.5 Chiffre d'affaires par ligne de services

La performance du chiffre d'affaires par **ligne de services** s'est établie comme suit:

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois) (*)	% croissance organique (*)	Répartition chiffre d'affaires 2009
Conseil	133	172	-22,6%	5%
Intégration de Systèmes	974	1 074	-9,3%	38%
Infogérance	1 482	1 406	+5,4%	57%
<i>Infogérance d 'Infrastructures</i>	974	927	+5,1%	38%
<i>Services Transactionnels de Haute Technologie</i>	434	407	+6,6%	17%
<i>BPO médical</i>	74	72	+2,3%	3%
Total à périmètre et taux de change constants	2 589	2 652	-2,4%	100%
Italie		20		
AEMS Bourse		101		
Autres effets de périmètre		33		
Impact des taux de change		58		
Total Groupe	2 589	2 864	-9,6%	

(*) Croissance organique 2009 à périmètre et taux de change constants

L'activité **Conseil** a continué de reculer au cours du deuxième trimestre 2009. Le chiffre d'affaires s'est établi à 133 millions d'euros pour le premier semestre 2009 en baisse organique de -22,6%. Conformément à ce que le Groupe avait annoncé en avril dernier, les conditions difficiles de marché se sont poursuivies et de grands clients ont reporté des décisions d'investissement.

L'Intégration de Systèmes a enregistré un chiffre d'affaires de 974 millions d'euros en décroissance organique de -9,3%. Cette activité a été impactée par une baisse au Benelux (-19,1%) pénalisée par une forte diminution de la demande, et par la zone Iberia / Amérique du Sud (-11,9%) qui évolue dans un environnement économique difficile. En revanche, cette baisse a pu être limitée au Royaume-Uni (-2,9%), en France (-5,4%) et en Allemagne Europe centrale / EMA (-6,5%). La répartition du chiffre d'affaires total de l'Intégration de Systèmes au 30 juin 2009 s'établissait comme suit : un tiers réalisé en Maintenance Applicative, un tiers en Projets au forfait et un tiers en régie.

En **Infogérance**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 482 millions d'euros en croissance organique de +5,4%. L'Infogérance d'Infrastructures a cru de +5,1% à 974 millions d'euros, les Services Transactionnels de Haute Technologie (antérieurement « On-Line Services ») ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de +6,6% à 434 millions d'euros et le BPO médical a connu une croissance de +2,3% de son chiffre d'affaires pour atteindre 74 millions d'euros.

5.2.6 Prises de commandes

Le montant total des prises de commandes s'est élevé à 2,9 milliards d'euros en croissance de +10% par rapport au premier semestre 2008 (+12% à périmètre et taux de change constants). Le ratio de prises de commandes sur facturations s'est établi au premier semestre 2009 à 112% comparé à 98% au premier semestre 2008.

Au cours du second trimestre, le Groupe a renouvelé et signé de nouveaux contrats. En France, la ligne de services Infogérance a remporté une nouvelle signature avec SFR et reconduit les contrats avec Rhodia, Bouygues Télécom et BNP Paribas, le Benelux a remporté de nouvelles signatures avec l'administration fiscale néerlandaise, Ahold, ING et NXP et renouvelé des contrats d'infogérance avec ses deux plus importants clients et DSM. Au Royaume-Uni, de nouveaux contrats ont été conclus dans le secteur public (Ministère de la Justice, NHS Scotland) et dans le secteur financier ainsi que dans celui de l'énergie. Atos Worldline a renouvelé ses contrats avec Postbank et Exxon. L'Allemagne a obtenu une nouvelle signature avec E-Plus ; en Asie, le contrat avec SCB a été renouvelé en Infogérance et une nouvelle signature a été enregistrée pour les Jeux de la Jeunesse à Singapour en 2010. Le Comité International Olympique a renouvelé sa confiance au Groupe pour gérer l'informatique des Jeux Olympiques de 2014 et de 2016.

Au 30 juin 2009, le carnet de commandes total s'élevait à 7,5 milliards d'euros représentant 1,5 année de chiffre d'affaires et en croissance de +3% par rapport au 30 juin 2008.

Le montant total pondéré des propositions commerciales en cours au 30 juin 2009 s'élève à 2,6 milliards d'euros en augmentation de 400 millions d'euros par rapport au 30 juin 2008.

5.2.7 Chiffre d'affaires par secteur industriel

La performance du chiffre d'affaires par **secteur industriel** est la suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Croissance	% croissance organique (*)	Répartition chiffre d'affaires 2009
Secteur Public	713	644	69	+10,6%	28%
Services Financiers	551	580	-29	-5,0%	21%
Industrie	363	416	-53	-12,7%	14%
Télécommunications & Médias	364	399	-35	-8,7%	14%
Services publics (<i>utilities</i>)	258	237	20	+8,6%	10%
Distribution	246	270	-24	-8,8%	10%
Autres	94	106	-11	-10,6%	4%
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	2 589	2 652	-62	-2,4%	100%
Italie		20			
AEMS Bourse		101			
Autres cessions		33			
Impact des taux de change		58			
Total	2 589	2 864			

(*) Croissance organique à périmètre et taux de change 2009

Le Groupe est organisé autour de six secteurs industriels principaux qui représentent 96% du chiffre d'affaires total.

Le **Secteur public** reste le premier marché servi par le Groupe avec 28% du chiffre d'affaires total.

Les principaux clients sont les ministères en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, et le secteur de la santé au Royaume-Uni. Le secteur public a connu une forte croissance organique de son chiffre d'affaires de +10,6%.

Le Groupe a bénéficié à la fois d'une augmentation du nombre de contrats en France (radars automatiques et passeports biométriques) et au Royaume-Uni (Ministère de la Justice et NHS en Ecosse).

Le secteur des **Services financiers** (21% du chiffre d'affaires du Groupe) a enregistré une décroissance organique du chiffre d'affaires de -5% liée aux conditions difficiles du marché particulièrement aux Pays-Bas et en Espagne. Cette baisse de chiffre d'affaires provient d'une diminution de la demande dans les activités de Conseil et d'Intégration de Systèmes.

Le secteur **Industrie** (14% du chiffre d'affaires total du Groupe) antérieurement Industrie de composants et manufacturés, a connu une baisse du chiffre d'affaires de -12,7% compte tenu d'un environnement économique particulièrement difficile principalement dans le secteur Automobile.

Télécommunications et Médias ont représenté 14 % du chiffre d'affaires total du Groupe, avec une diminution organique de son chiffre d'affaires de -8,7%, faisant face à des conditions de marché difficiles en Espagne et à des pressions sur les prix pour les plus grands clients en France et aux Pays-Bas.

Le secteur des Services publics ("Utilities") comprenant l'Energie, a représenté 10% du chiffre d'affaires du Groupe et a enregistré une solide croissance organique de +8,6% grâce aux nouveaux contrats d'Infogérance en France et au Royaume-Uni.

La **Distribution** à représenté 10% du chiffre d'affaires total du Groupe, avec une diminution de -8,8% essentiellement liée au dépôt de bilan du client Arcandor.

Les Autres secteurs ont représenté 4% du chiffre d'affaires total avec une décroissance organique de -10,6%.

5.3 MARGE OPERATIONNELLE ET TAUX DE MARGE

5.3.1 Performance de la marge opérationnelle

La performance de la marge opérationnelle s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	% croissance
Chiffre d'affaires statutaire	2 589	2 864	-9,6%
Italie		(20)	
AEMS Bourse		(101)	
Autres cessions		(33)	
Impact des taux de change		(58)	
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	2 589	2 652	-2,4%
Marge opérationnelle statutaire	118,0	124,2	
Taux de Marge opérationnelle	4,6%	4,3%	
Italie		1,1	
AEMS Bourse		(3,0)	
Autres cessions		3,3	
Impact des taux de change		(3,7)	
Marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	118,0	121,8	
Taux de Marge opérationnelle	4,6%	4,6%	

En tenant compte des facteurs saisonniers, le début d'année est traditionnellement marqué par une réduction contractuelle du chiffre d'affaires générée par les contrats de longue durée dans le cadre desquels le Groupe a accepté à l'avance de partager certains bénéfices avec les clients.

La marge opérationnelle du Groupe pour le premier semestre 2009 s'est élevée à 118,0 millions d'euros représentant 4,6% du chiffre d'affaires.

Par trimestre, le taux de marge opérationnelle s'est amélioré au second trimestre 2009 comparé au premier trimestre 2009 avec plus de 200 points de base, de 3,5% à 5,6% du chiffre d'affaires.

Cette performance a été atteinte malgré la comptabilisation d'une charge relative aux créances d'Arcandor pour un montant de 14 millions d'euros, ce qui a représenté un impact de 50 points de base sur la marge opérationnelle du premier semestre.

(en millions d'euros)	Trimestre 1 2009	% de chiffre d'affaires	Trimestre 2 2009	% de chiffre d'affaires	Semestre 1 2009	% de chiffre d'affaires
Chiffre d'affaires	1 294		1 295		2 589	
Marge opérationnelle	45,5	3,5%	72,5	5,6%	118,0	4,6%

La marge opérationnelle est construite après déduction des rémunérations à base d'actions pour un montant qui s'est élevé à 6,6 millions d'euros (comparés aux 6,8 millions d'euros du premier trimestre 2008), des coûts centraux des lignes de services pour 14,3 millions d'euros (comparés aux 13,1 millions d'euros du premier semestre 2008), et comprenant les coûts des fonctions centrales pour 27,4 millions d'euros (comparés aux 31,6 millions d'euros du premier semestre 2008).

5.3.2 Marge opérationnelle par entité opérationnelle (GBU)

La performance de la marge opérationnelle par entité opérationnelle est la suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 Juin 2009 (6 mois) (*)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 Juin 2008 (6 mois) (*)	% de rentabilité
France	20,2	3,5%	13,5	2,3%
Benelux	34,4	6,7%	47,6	8,1%
Royaume-Uni	36,5	8,2%	26,2	6,3%
Atos Worldline	61,2	14,7%	56,7	14,4%
Allemagne et Europe Centrale / EMA	4,1	1,4%	18,4	6,1%
Ibérie / Amérique du Sud	2,7	1,3%	9,5	4,2%
Reste du Monde	7,2	5,1%	1,4	1,0%
Coûts Centraux (*)	(33,9)	-1,3%	(38,4)	-1,4%
Coûts des lignes de services (*)	(14,3)	-0,6%	(13,1)	-0,5%
Marge Opérationnelle à périmètre et taux de change constants	118,0	4,6%	121,8	4,6%
Italie			(1,1)	
AEMS Bourse			3,0	
Autres cessions			(3,3)	
Impact des taux de change			3,7	
Total Groupe	118,0	4,6%	124,2	4,3%

(*) Les coûts centraux des lignes de services ne sont pas alloués aux pays.

Pendant le premier semestre 2009, la marge opérationnelle a été de 118 millions d'euros, représentant 4,6% du chiffre d'affaires au même niveau que le premier semestre 2008.

Dans un environnement économique difficile, le Groupe a été capable d'améliorer sa rentabilité opérationnelle, si l'on exclut l'effet Arcandor, de 50 points de base comparé au premier semestre 2008.

Cette performance a été atteinte grâce à l'augmentation de la marge opérationnelle :

- en France où l'unité Intégration de Systèmes a réalisé 2,1% par rapport au 0,2% au premier semestre de l'année précédente,
- chez Atos Worldline qui a encore augmenté sa rentabilité opérationnelle,
- au Royaume-Uni dans toutes les lignes de services, et
- dans le Reste du Monde au travers de son redressement.

La performance de ces quatre entités opérationnelles conjuguée à la forte réduction des coûts centraux ont permis d'une part de compenser la faible marge opérationnelle en Allemagne Europe Centrale / EMA affectée par le dépôt de bilan d'Arcandor, d'autre part la baisse de marge au Benelux et en Ibérie / Amérique du Sud, ces deux GBU ayant été affectées par des pressions tarifaires et des effets volume.

En France,

- La marge opérationnelle de l'activité Conseil a été affectée par la baisse du chiffre d'affaires. Néanmoins, avec un strict contrôle de la baisse des coûts conjugué à une réduction des effectifs, et dès lors une diminution du coût journalier, le Secteur Public et l'Industrie de services ont réalisé des résultats positifs, en augmentation par rapport à l'année précédente. L'activité Conseil dans la Banque et l'Assurance a été affectée par une diminution du taux de facturation journalier.
- Dans l'Intégration de Systèmes, la marge opérationnelle a progressé de + 5,9 millions d'euros et a atteint un taux de 2,1%. Cette augmentation a été réalisée principalement par la totale réorganisation des entités opérationnelles où ont été réduit le nombre de niveaux de management intermédiaires. De plus, un contrôle strict des recrutements d'effectifs directs et un gel sur les effectifs indirects ont contribué à l'amélioration de la marge. En dépit de la pression sur les prix, le taux moyen journalier est resté stable. Un taux d'utilisation satisfaisant à 83,5% conjugué à une meilleure efficacité dans la gestion des projets ont compensé la baisse d'activité dans l'industrie automobile.

L'accélération du programme TOP devrait permettre à la marge opérationnelle dans l'Intégration de Systèmes en France de continuer à progresser.

- L'Infogérance d'Infrastructures a amélioré sa rentabilité de pratiquement 60 points de base à 5,7% du chiffre d'affaires. Cette performance provient principalement de la croissance du chiffre d'affaires et d'une gestion rigoureuse des sous-traitants.

Au **Benelux**, la marge opérationnelle a atteint 34,4 millions d'euros représentant 6,7% du chiffre d'affaires inférieur aux 8,1% du premier semestre 2008.

- La marge opérationnelle du Conseil a été directement impactée par la baisse de la demande et celle du taux de facturation journalier. Les actions mises en place pour réduire les coûts principalement pour les charges directes ont été insuffisantes pour compenser la baisse de la marge brute.
- En Intégration de Systèmes, la baisse du chiffre d'affaires et la pression sur les tarifs ont été partiellement compensées par les actions de réduction des coûts et le taux de marge opérationnelle a été finalement proche de 8% du chiffre d'affaires pour cette première partie de l'année 2009.
- En Infogérance d'Infrastructures, la marge opérationnelle a progressé de 5,2 millions d'euros comparée à l'année dernière alors que le chiffre d'affaires baissait de 6,5 millions d'euros. Cette performance a été réalisée par des actions drastiques de baisse de coûts et de restructuration.

Au **Royaume-Uni**,

- Dans le Conseil, la marge opérationnelle a augmenté de 2,8 millions d'euros, comparée à une perte de 2,1 millions d'euros au premier semestre 2008 et 0,7 million du premier semestre 2009 grâce à de fortes actions sur la base de coûts et de restructuration.
- En Intégration de Systèmes, la marge opérationnelle s'est améliorée de 3,6 millions d'euros pour atteindre 9,4%. Le taux d'utilisation a augmenté de +3 points à 79,4% au cours du premier semestre 2009. L'augmentation du chiffre d'affaires dans le Secteur Public a bénéficié à la marge opérationnelle. Les premiers effets de la restructuration initiée au cours du dernier trimestre 2008 ont également contribué à l'augmentation de marge.
- En Infogérance d'Infrastructures, la marge opérationnelle a connu une augmentation de 1 million d'euros (à taux de change constant) provenant de la hausse du chiffre d'affaires des services récurrents et d'un contrôle serré des coûts à la fois sur les charges du personnel et hors coûts de personnel, contrôle qui a été renforcé dans le cadre du programme TOP.
- Dans le BPO Médical, le taux de marge opérationnelle a atteint 11,4% avec une amélioration de 3 millions d'euros (à taux de change constant) comparé à l'année dernière. D'une part, des volumes plus élevés avec le client DWP (Département du Travail et des Retraites) dans le cadre du contrat des services médicaux, et d'autre part des gains de productivité faits par le BPO Medical, ont contribué à cette performance.

L'entité opérationnelle **Atos Worldline** a maintenu sa rentabilité opérationnelle à deux chiffres avec 14,7% du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle a augmenté de 4,5 millions d'euros.

- Cette performance provient principalement de l'activité allemande dans les moyens de paiement grâce à une gestion rigoureuse des coûts associée à une augmentation du chiffre d'affaires de 5,7%.
- L'unité Marchés Financiers a présenté une marge opérationnelle légèrement positive comparée à une perte l'année dernière.

Dans les trois pays d'activité d'Atos Worldline (la France, l'Allemagne et la Belgique), l'entité opérationnelle a géré rigoureusement ses ressources avec moins de personnel interne et moins de sous-traitants externes par rapport au premier semestre 2008, ce qui a contribué à l'augmentation de la marge opérationnelle.

L'entité **Allemagne Europe centrale / EMA** a réalisé une marge opérationnelle de 4,1 millions d'euros, fortement impactée en Allemagne par la provision pour créances sur Arcandor nées avant son dépôt de bilan et qui n'ont pas été payées. Cette provision a représenté 14 millions d'euros.

En Allemagne,

- La marge opérationnelle de l'Intégration de Systèmes a augmenté de 1,2 millions d'euros (en excluant l'effet Arcandor). La marge opérationnelle s'est améliorée dans l'activité de maintenance applicative avec une augmentation des demandes clients.
- En Infogérance d'Infrastructures, l'effet sur Arcandor n'a pu être compensé par la réduction des coûts, tout au moins à court terme puisqu'il s'agit principalement de coûts fixes.

En EMA,

- La marge opérationnelle est à nouveau positive à 2,7 millions d'euros, ce qui représente 6,6% du chiffre d'affaires contre une perte à -3,7% l'année dernière. Le premier semestre 2008 avait été impacté par des pertes à terminaison sur un projet en Turquie.
- Dans les autres pays, la situation est restée stable dans un environnement économique difficile, surtout dans le secteur des Télécommunications en Grèce et en Afrique du Sud.

Pour l'entité **Ibérie / Amérique du Sud**,

- Ibérie a été touchée par un fort ralentissement de l'activité économique espagnole. Une réduction importante des prix a impacté l'activité d'Intégration de Systèmes alors que le taux d'utilisation est resté stable à 85%.
- La marge opérationnelle de l'Infogérance en Espagne a été impactée par le démarrage du contrat avec Telefonica en phase de transition.
- En Amérique du Sud, alors que la marge opérationnelle de l'Intégration de Systèmes est restée positive malgré les conditions difficiles de marché, l'Infogérance a souffert principalement au Brésil où un redimensionnement et des actions serrées sur les coûts ont été réalisés.

L'entité **Reste du Monde** a réalisé une marge opérationnelle de 7,2 millions d'euros, ce qui représente 5,1% du chiffre d'affaire contre 1,4 millions d'euros sur la même période l'année dernière.

- En Asie, la marge opérationnelle s'est améliorée de 2 millions d'euros si l'on exclut l'effet de variation de périmètre provenant de la cession de la Thaïlande en fin d'année dernière;
- L'activité Intégration de Systèmes en Asie a augmenté sa profitabilité opérationnelle dans le secteur des Moyens de Paiement avec la vente de licences dans le cadre de l'offre "Cardink";
- Pour l'activité Infogérance en Asie, même si la marge opérationnelle s'est améliorée de 0,8 millions d'euros par rapport à l'année dernière, la profitabilité devra augmenter plus rapidement.
- En Amérique du Nord, la marge opérationnelle a été maintenue à près de 4% du chiffre d'affaires dans un marché très compétitif. Cette stabilisation a été possible grâce à des réductions de coûts de l'activité Infogérance associées à de la restructuration et au déménagement du second centre informatique.

Les coûts des **Fonctions Centrales** (hors coûts des lignes de services) ont diminué de 12% pour représenter 33,9 millions d'euros par rapport à 38,4 millions d'euros au premier semestre 2008. Cette diminution provient d'une refonte complète des fonctions globales du Groupe.

Les coûts des **Lignes de Services Globales** (Global Delivery pour Infogérance et Global Factory pour l'Intégration de Systèmes) sont restés stables.

5.3.3 Marge opérationnelle par ligne de services

L'activité Conseil a souffert d'une diminution de son chiffre d'affaires, la marge opérationnelle a représenté 1,4% de ce chiffre d'affaires. L'Intégration de Systèmes a amélioré sa profitabilité opérationnelle de 50 points de base à 4,5% par rapport au premier semestre de 2008 malgré une baisse du chiffre d'affaires due à une diminution des volumes et des prix.

L'activité Infogérance qui comprend l'Infogérance d'Infrastructures, les Services Transactionnels de Haute Technologie et le BPO Medical a maintenu sa rentabilité au dessus de 7% à 7,2% du chiffre d'affaires (contre 7,8% au premier semestre 2008). Cette performance provient principalement des Services Transactionnels de Haute Technologie et du BPO Medical qui comptent des taux de marge opérationnelle à deux chiffres, respectivement 14,4% et 11,4% du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle d'Infogérance d'Infrastructures est descendue à 3,6% du chiffre d'affaires (compte tenu de l'effet sur Arcandor).

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois) (*)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois) (*)	% de rentabilité
Conseil	1,9	1,4%	7,9	4,6%
Intégration de Systèmes	43,9	4,5%	42,6	4,0%
Infogérance	106,1	7,2%	109,8	7,8%
<i>Infogérance d'Infrastructures</i>	35,2	3,6%	47,1	5,1%
<i>Services Transactionnels de Haute Technologie</i>	62,5	14,4%	57,2	14,1%
<i>BPO Médical</i>	8,4	11,4%	5,4	7,5%
Coûts centraux (*)	-33,9	-1,3%	-38,4	-1,4%
Marge op. à périmètre et taux de change constants	118,0	4,6%	121,8	4,6%
Italie			-1,1	
AEMS Bourse			3,0	
Autres effets de périmètre			-3,3	
Impact des taux de change			3,7	
Total Groupe	118,0	4,6%	124,2	4,5%

(*) Les coûts centraux des Lignes de Service sont alloués aux Lignes de Service

5.4 REVUE DES RESSOURCES HUMAINES

5.4.1 Evolution de l'effectif

	2009	2008
Effectif d'ouverture	50 975	51 704
Variation de périmètre	-139	-2 443
Recrutements (*)	+2 007	+5 590
Départs (*)	-2 074	-3 222
Réorganisation	-1 362	-974
Effectif de clôture au 30 Juin	49 407	50 655

(*) Effectif à contrat à durée indéterminée uniquement, hors variations des effectifs en contrat à durée déterminée

Les changements de périmètre du premier semestre 2009 incluent Technical Automation aux Pays-Bas (-215 personnes), et AB Consulting en Suède (-21 personnes) et l'acquisition de Covics en Chine (+93 personnes).

Le niveau de recrutement sur la première partie de l'année 2009 a atteint +2 007 personnes, en baisse sensible de -64% par rapport au premier semestre 2008. Par trimestre, les recrutements se sont élevés à +1 222 pour le premier trimestre 2009 et +785 le second, en baisse respective de -53% et -73% par rapport aux mêmes périodes de 2008. La diminution significative du rythme des recrutements correspond à la décision stratégique du Groupe d'exercer un strict contrôle des ressources humaines pour adapter l'évolution des effectifs au ralentissement économique.

Les départs comprennent les départs volontaires et ceux à la retraite. Le nombre total de départs au premier semestre 2009 a été de 2 074. Le taux de départs volontaires du Groupe a diminué de manière significative de 13,6% au premier semestre 2008 à 7,5% au 30 juin 2009.

Au total 1 362 employés (comparé à 974 au premier semestre 2008) ont quitté le Groupe au premier semestre 2009 suite à des programmes spécifiques et localisés dans le cadre de la transformation du

Groupe. Ces employés étaient majoritairement situés dans les opérations de Benelux, du Royaume-Uni, de la zone Ibérique et Amérique du Sud.

5.4.2 Variation des effectifs par ligne de services et par entités opérationnelles

Effectifs	30 Juin 2009	31 Décembre 2008	Variation	Moyenne au semestre 2009	Moyenne au semestre 2008	Variation
Conseil	2 314	2 667	-13%	2 441	2 662	-8%
Intégration de Systèmes	23 014	24 402	-6%	23 640	24 044	-2%
Infogérance	23 736	23 615	+1%	23 744	22 504	+6%
<i>Infogérance d'infrastructures</i>	16 574	16 610	+0%	16 704	15 914	+5%
<i>Services Transactionnels de Haute Technologie</i>	5 351	5 325	-0%	5 287	4 995	+6%
<i>BPO Médical</i>	1 810	1 680	+8%	1 752	1 535	+14%
Corporate	344	291	+18%	301	228	+32%
Total excluant AEMS Bourse	49 407	50 975	-3%	50 125	49 439	+1%
AEMS Bourse					430	-100%
Total	49 407	50 975	-3%	50 125	49 869	+1%
France	12 495	12 737	-2%	12 604	12 606	-0%
Benelux	8 312	9 038	-8%	8 625	9 064	-5%
Royaume-Uni	6 312	6 313	-0%	6 283	6 087	+3%
Atos Worldline	4 821	4 847	-1%	4 842	4 577	+6%
Allemagne Europe Centrale / EMA	3 787	3 838	-1%	3 812	3 718	+3%
Iberia / Amérique du Sud	7 776	8 298	-6%	8 081	7 947	+2%
Reste du Monde	5 560	5 613	-1%	5 577	5 212	+7%
Centre de Service Partagé (Pologne)	145	57	+154%	101	29	+150%
Corporate (*)	199	234	-15%	200	200	+0%
Total excluant AEMS Bourse	49 407	50 975	-3%	50 125	49 439	+1%
AEMS Bourse					430	
Total	49 407	50 975	-3%	50 125	49 869	+1%

(*) Corporate inclue le Management, les fonctions supports et les lignes de service

Au 30 juin 2009, le nombre total de salariés du Groupe était de 49 407, en baisse de 3% par rapport à la fin de l'année 2008. La baisse la plus importante a eu lieu au Benelux et Ibérie / Amérique du Sud. Les effectifs sont restés stables au Royaume Uni, chez Atos Worldline et en Allemagne Europe Centrale / EMA.

Au cours du premier semestre 2009, le centre de services partagés Finance du Groupe basé à Lodz (Pologne) a connu une montée en charge importante liée au transfert des activités comptables de l'Allemagne, du Belux, de la France et du Royaume-Uni.

Ces transferts ont été réalisés dans le cadre du projet T12 du programme TOP.

Les effectifs du Corporate ont été réduits de 15% depuis la fin de l'année 2008.

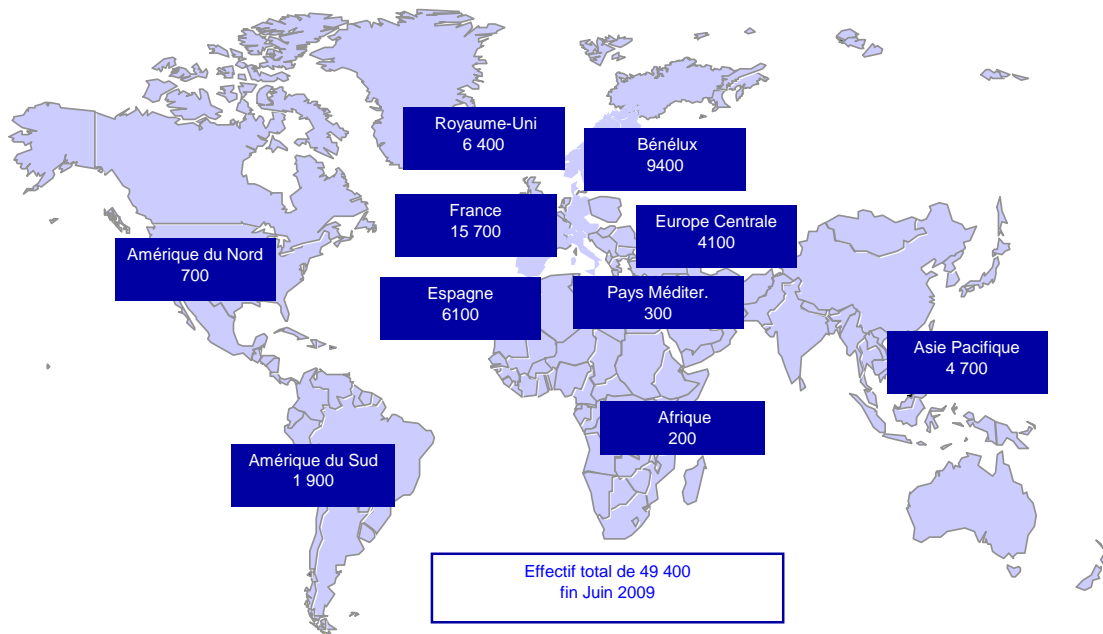
Le strict contrôle des embauches conjugué à une réorganisation des entités opérationnelles a entraîné une réduction globale des effectifs directs de 3% en diminution de 1 174 pour atteindre 44 196 personnes à fin juin 2009. Au cours du premier semestre 2009, les effectifs indirects ont été réduits d'environ 400 salariés, soit une baisse de 7%, pour représenter 5 211 collaborateurs à fin juin 2009.

L'effectif de l'activité Conseil a été réduit de 353 salariés, soit -13%, pour atteindre 2 314 à fin juin 2009. La baisse la plus importante a concerné l'Intégration de Systèmes avec 1 388, soit -6%, pour atteindre un effectif de 23 014 à fin juin 2009. Cette baisse est restée néanmoins inférieure à celle du chiffre d'affaires de cette activité qui a subi des baisses tarifaires et de moindre volume.

En Infogérance, grâce à la conjugaison d'actions de formation de l'optimisation des inter-contrats avec l'Intégration de Systèmes, et de la forte diminution du nombre de sous-traitants, l'effectif a crû de 0,5% au premier semestre 2009 alors que le chiffre d'affaires a connu une croissance organique de +5.4%.

Concernant les sous-traitants, le Groupe a adopté une politique de forte réduction des sous-traitants en donnant priorité aux ressources internes, en particulier celles en inter-contrats. Le nombre de sous-traitants a été réduit de 3 933 à fin 2008 à 2 517 à fin Juin 2009. Cela a représenté une baisse de plus de 1 400 personnes (-36%), d'ores et déjà supérieure à l'objectif de 1 000 personnes pour la totalité de l'année 2009.

5.4.3 Effectif par Région au 30 Juin 2009



6 PROGRAMME TOP

Le programme Total Operational Performance (TOP) a été lancé en décembre 2008 dans le but d'accélérer l'amélioration de la performance opérationnelle et financière de l'entreprise tout en renforçant la qualité de nos prestations et en apportant davantage de valeur à nos clients.

Le programme TOP se compose de 21 initiatives qui poursuivent un ou plusieurs des objectifs suivants:

- Délivrer une valeur ajoutée plus importante à nos clients
- Mettre en place une organisation responsable et durable
- Améliorer la performance financière

Les 21 initiatives du programme TOP sont les suivantes :

- **T1** a pour but d'améliorer la performance d'Atos Consulting au travers de deux aspects : la capacité à opérer de manière globale dans le domaine du Conseil et le renforcement des interactions au sein de l'organisation et en particulier avec les équipes de l'Intégration de Systèmes.
- **T2** est focalisée sur la compétitivité de l'Intégration de Systèmes. Elle a pour but de s'assurer qu'Atos Origin améliore sa compétitivité en fournissant à ses clients des prestations à forte valeur ajoutée au travers de l'utilisation croissante des capacités offshore et de la généralisation de processus et d'outils de production globaux et standardisés.
- **T3** a pour objectif de permettre de devenir le leader dans l'intégration des solutions SAP par le renforcement de nos expertises et de notre crédibilité dans ce domaine.
- **T4** a pour but de mettre en place les techniques de *Lean management* pour améliorer la productivité et l'efficacité de nos Service-Desks et de nos centres d'appel à travers le monde. Cela permettra à Atos Origin de créer un avantage compétitif tout en maintenant le haut niveau de qualité de service attendu par les clients du Groupe.
- **T5** a vocation à construire des Centres de service globaux en vue de renforcer les capacités offshore du Groupe, optimiser les investissements technologiques et ainsi proposer des prestations de plus grande valeur à nos clients.
- **T6** a pour but d'accroître l'efficacité des services fournis par les équipes de support sur site grâce à la mise en place des techniques de *Lean Management*.
- **T7** a pour objectif de s'assurer qu'Atos Worldline maintienne sa position de leader sur le marché du traitement des transactions de paiement en étendant et en améliorant ses capacités opérationnelles nationales en Belgique, en France et en Allemagne. Cela se fera au travers de la mise en place de trois plates-formes de paiement globales.
- **T8** a pour but d'optimiser les dépenses qui ne relèvent pas de l'informatique au travers de la mise en place de nouvelles politiques d'achat, de la requalification des besoins internes d'achat et de la renégociation des contrats avec nos fournisseurs. Cela se fera sans impact négatif sur notre propre activité ou sur les prestations fournies à nos clients.
- **T9** a pour objectif de s'assurer que nous faisons une utilisation optimale de nos espaces de bureaux, en réduisant les surfaces insuffisamment utilisées sur certains sites et en accroissant la capacité d'accueil d'autres sites.
- **T10** doit nous permettre de remporter davantage de contrats internationaux à l'instar de nos contrats actuels tels que Schlumberger, Michelin et Philips, en renforçant nos processus et notre organisation pour adresser ces spécificités.
- **T11** nous permet de nous assurer que nos factures sont émises dans les temps au regard des prestations fournies. L'équipe du T11 a également lancé une revue de la collecte des commissions éditeurs.
- **T12** a pour but de mettre en place le Centre de Services partagés Finance en Pologne pour les activités localisées en France, Allemagne, Pays-Bas, Espagne et Royaume-Uni. A ce stade, le transfert est déjà effectif pour les activités en provenance des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.
- **T13** a pour but de transformer la fonction Ressources Humaines et réduire les tâches à caractère administratif et permettre aux équipes RH de se concentrer sur des domaines à plus forte valeur ajoutée telles que: le développement des collaborateurs, la gestion des talents, la mobilité internationale ou la gestion des carrières.
- **T14** est mené par le Responsable Groupe du *Lean Management* qui est par ailleurs responsable du déploiement des techniques de *Lean management* au sein de l'organisation. Le but de l'initiative T14 est d'optimiser l'efficacité des fonctions support.

- **T15** comprend le déploiement des outils informatiques internes au travers de l'organisation pour remplacer les anciennes versions locales par les outils globaux standards.
- **T16** a pour but d'adapter les ressources du Groupe aux nouvelles offres et méthodes opérationnelles.
- **T17** a pour objectif de s'assurer qu'Atos Origin devient un des leaders en terme de développement durable au sein de l'industrie des services informatiques.
- **T18** a pour objectif l'optimisation du besoin en fonds de roulement.
- **T19** doit permettre d'optimiser les dépenses d'investissement au niveau Groupe.
- **T20** a pour but de réduire l'exposition aux risques liés aux engagements de retraite et d'optimiser les taxes.
- **T21** a pour objectif l'amélioration globale de la performance commerciale par l'optimisation des dépenses d'avant-vente.

Le programme TOP se concentre sur quatre domaines:

- L'accroissement de l'efficacité des processus en termes de coûts et de qualité,
- L'amélioration de la mesure et de la gestion de la performance,
- La responsabilisation des employés pour fournir des prestations à valeur ajoutée à nos clients
- La standardisation de notre structure organisationnelle au travers de toutes les lignes de services et des entités opérationnelles (Global Business Units).

Réalizations du premier semestre 2009

Globalement, le programme TOP a eu un effet positif au premier semestre de l'ordre de 50 points de base sur la marge opérationnelle du Groupe. Par conséquent, le Groupe estime que les effets positifs du Programme TOP sur la marge opérationnelle s'accéléreront au cours du second semestre de l'année 2009 grâce à une plus forte réduction de la base de coûts.

Réduction de la base de coûts pour les dépenses hors frais de personnel durant le premier semestre 2009:

- Les dépenses de voyages (base annuelle 130 M€) ont été réduites de 23% sur le premier semestre 2009 comparé au premier semestre de l'année passée.
- Les dépenses de loyer et de location d'équipements (base annuelle 240 M€) ont été réduites de 17% au premier semestre 2009 par rapport à la même période l'année dernière.
- Les autres charges externes (base annuelle 110 M€) comprenant les assurances, les dépenses de marketing et de communication, les honoraires ont été réduites de 22%.

Des actions fortes engagées au premier semestre 2009 doivent se traduire dès le second semestre de cette année par une réduction des coûts suivants : les coûts de maintenance (base annuelle de l'ordre de 260 millions d'euros), les coûts de la flotte automobile (base annuelle 80 millions d'euros) et les coûts de télécommunications (base annuelle de l'ordre de 120 millions d'euros).

Apporter une plus grande valeur à nos clients

En tant que prestataires de services, notre mission est de produire le meilleur service possible à nos clients au prix le plus compétitif. Le climat économique actuel nous contraint plus que jamais à fournir davantage au meilleur prix. Pour améliorer notre efficacité et proposer des services à un prix plus compétitif à nos clients, le programme TOP intègre des plans d'actions dédiés à:

- La mise en place du *Lean management* au travers du Groupe
- L'accélération de l'off-shore
- Investir stratégiquement

Lean

Le *Lean Management* est une méthodologie ayant fait ses preuves sur le long terme dans le secteur industriel, et plus récemment dans le secteur des services. Elle consiste à analyser en détail les modes opératoires utilisés, notamment l'agencement des tâches et des processus pour identifier les tâches sans valeur ajoutée ainsi que la variabilité et les sources de rigidité qui réduisent la productivité.

Sept des 21 Initiatives TOP se concentrent sur le Lean Management et leur impact total attendu en termes de réductions de coûts est de 40 M€ en 2009 et 100 M€ en 2010. Le Groupe estime qu'entre 20% et 30% de ces réductions de coûts contribueront à l'amélioration de la marge opérationnelle.

En appliquant les techniques *Lean*, le Groupe est en mesure d'optimiser l'utilisation de ses ressources en effaçant les obstacles à l'efficacité opérationnelle qui ne créent pas de valeur pour nos clients ou pour le Groupe, comme par exemple les procédures administratives complexes. En analysant la manière dont nous travaillons aujourd'hui nous pouvons identifier des sources de :

- **Inefficacité** – activités ou procédures qui ne créent pas de valeur
- **Variabilité** – le temps nécessaire pour accomplir des tâches identiques varie significativement à cause d'un manque de standardisation des processus
- **Rigidité** – une capacité de service pas assez adaptée et pas suffisamment flexible face aux variations de la demande (à la hausse ou à la baisse).

Une fois les opportunités d'amélioration dans une unité donnée identifiées, nous travaillons pour développer et mettre en place des solutions simples et efficaces. Notre objectif est déployer le Lean Management sur près de la moitié du Groupe d'ici à 2010, afin d'améliorer significativement notre performance opérationnelle. Le Groupe a déjà procédé à la mise en place du *Lean Management* sur ses centres d'appel, au sein de son activité de services aux infrastructures ainsi que pour ses fonctions support en Ecosse, Pologne et Pays-Bas. Ceci a permis au Groupe d'accroître la qualité de service, de réduire le coût de service et un meilleur moral des équipes.

Pour soutenir cette Initiative et nous assurer d'une transition efficace, nous allons mettre en place une formation à base d'apprentissage en ligne (« e-learning ») sur l'ensemble du Groupe afin d'expliquer le *Lean Management* et la façon dont il va impacter et améliorer les tâches quotidiennes des collaborateurs du Groupe. Par ailleurs, nous avons lancé des programmes de formation au sein d'Atos University pour 300 futurs experts Lean :

- **Lean Navigator** : il contribue au changement et transforme un site à la fois, en étant basé présent localement sur des périodes de 2 à 3 mois. Le Navigator se concentre typiquement sur un aspect du Lean (par exemple la mesure de la performance, les outils de production, la réduction de la Variabilité) et travaille sous la supervision d'un Lean Skipper.
- **Lean Skipper** : C'est un expert du Lean qui dirige une équipe de Lean Navigators sur un site. En plus des aspects techniques du Lean, le Skipper est formé spécifiquement à la conduite du changement.
- **Lean Commodore** : il s'agit du responsable de site formé aux techniques Lean et qui est en charge de la mise en place du Lean Management sur son périmètre et du développement d'une culture de progrès continu.

Des programmes Lean sont en cours ou achevés dans nos centres d'appel et centres de service aux infrastructures – Eindhoven aux Pays-Bas ; Livingston en Ecosse; Bydgoszcz en Pologne ; Crewe au Royaume-Uni ; Bruxelles pour Atos Worldline ; Mumbai en Inde ; Mannheim en Allemagne ; Nanterre et Grenoble en France et Tenerife en Espagne.

Accélération de l'Offshoring

Dans le marché actuel, l'offshoring est nécessaire afin de s'assurer que la base de coûts soit réduite en anticipation d'une éventuelle baisse des prix sur le marché. C'est un moyen de maintenir la compétitivité du Groupe tout en restant concentrés sur l'excellence de nos prestations. L'offshoring est également un pré requis qui concerne les renouvellements ou les nouveaux contrats, pour lesquels le Groupe s'emploie à démontrer sa capacité d'innovation, sa connaissance du marché et sa compétitivité.

Infogérance – dans cette activité, nous avons prévu d'accroître de manière significative nos effectifs offshore d'ici à 2010. Des actions fortes ont permis d'avancer significativement sur le transfert d'activités de gestion de serveurs et de monitoring vers nos quatre principales plates-formes offshore d'Infogérance localisées en Inde, en Malaisie, au Maroc et en Pologne. En parallèle, nous déployons des formations afin d'adapter les compétences de nos équipes onshore pour les redéployer sur des postes à pourvoir.

Intégration de Systèmes – la principale tendance est qu'une part croissante des projets d'intégration de systèmes et du développement applicatif seront servis depuis l'offshore. Nous avons mis en place

une approche en 5 étapes pour accélérer l'offshoring tout en améliorant l'efficacité, la qualité de service, et la rentabilité :

1. **Accélérer la mise en place d'une plate-forme de prestations de services** – standardiser les processus et les outils sur toutes nos géographies, de manière à pouvoir davantage externaliser en offshore plus rapidement et plus efficacement.
 2. **Adopter une approche industrielle** – créer un catalogue de services selon un barème de coûts qui garantissent les résultats et facilitent la tâche des entités opérationnelles lors du processus de fixation des prix de solutions pour leurs clients. Cela remplacera le système précédent dans lequel les tarifs étaient calculés sur une base de prorata.
 3. **Standardiser le processus de transition de l'onshore vers l'offshore** – gérer le transfert des contrats de longue durée existants en maîtrisant les coûts et sans perturbation du service.
 4. **Définir les principes d'un nouveau mode opératoire en Inde** – bénéficier d'économies d'échelle et fournir un service amélioré en réorganisant les opérations en Inde par technologie et / ou domaines business plutôt que par pays. Par exemple, il y aura des équipes focalisées sur le test, les mises à jour SAP et applicatives, le développement java et .net, en plus de lignes de services spécifiques pour la gestion applicative.
- **Développer des documentations commerciales** – aider les équipes commerciales et grands comptes à vendre plus efficacement l'offshore pour tous les nouveaux contrats, et à transférer plus de services en offshore.

Investir stratégiquement

Afin de garantir qu'Atos Worldline conserve sa place de leader dans le domaine du traitement des transactions de paiement, une des Initiatives TOP (T7) a pour but de s'assurer que nous sommes dans les tous premiers à fournir une plate-forme informatique capable de traiter les paiements au niveau européen. Ce projet permettra d'étendre et d'améliorer nos capacités opérationnelles nationales en Belgique, en France et en Allemagne. Cela se fera au travers de la mise en place de trois plates-formes de paiement globales.

De manière croissante, nos clients du secteur de la distribution demandent des solutions de paiement globales afin de bénéficier d'économies d'échelles et de standardiser le traitement des transactions de paiement au sein de leur organisation.

Aujourd'hui Atos Worldline traite 2 milliards de transaction de paiement chaque année. Avec les plates-formes globales, nous nous attendons à pouvoir doubler ce chiffre dans les années à venir du fait d'un accroissement de notre activité sur nos marchés actuels en Belgique, France et Allemagne et également sur les autres marchés où Atos Origin a une présence forte.

Les trois plates-formes de paiement centralisées sont dédiées à la compensation, l'autorisation et à l'acquisition des transactions de paiement. Elles ont été conçues pour permettre à nos clients internationaux actuels et futurs d'adresser leurs challenges en termes de conformité technique, de lutte anti-fraude et de maîtrise des coûts. Les plates-formes sont multi-langues, multi-devises et facilement adaptables afin de respecter les règles édictées par les régulateurs telles que SEPA lorsqu'elles rentreront en application.

Créer une organisation responsable et durable

Atos Origin s'est engagé à mettre en place les meilleures pratiques relatives au développement durable au travers de son organisation et de ses activités opérationnelles. Le Groupe apporte son expertise pour permettre à ses clients d'identifier des opportunités et les accompagner vers l'excellence environnementale.

L'équipe de l'initiative T17 a lancé un certain nombre d'actions relatives au développement durable:

- **Présenter nos réalisations concernant le développement durable** depuis le début de l'année selon le standard de reporting internationalement reconnu et défini par le « Global Reporting Initiative (GRI) », créé en 1997 en partenariat avec les Nations Unies et adopté par les meilleures sociétés mondiales.
- **Améliorer notre performance environnementale et réduire notre empreinte carbone d'au moins 5% en 2011**, au travers d'une réduction de notre consommation énergétique au sein de nos bureaux et de nos datacenters. Cela se fera par l'adoption de la norme ISO 14001 au sein de notre organisation.

- **Démontrer notre expertise** en participant activement à des événements au sein de notre industrie, lors de briefings analystes ou au travers de groupes de travail.
- **Mobiliser toutes nos ressources** pour garantir l'engagement et le support de tous.

L'équipe de l'Initiative T13 qui est en charge de la transformation des RH a lancé:

- **Le premier programme global de formation en ligne (e-learning)** - Il s'agit d'une extension de l'Atos University qui s'adresse à tous les employés et leur permet d'accéder aux meilleures formations disponibles et leur donne ainsi l'opportunité de développer leurs compétences professionnelles et personnelles. Les employés peuvent choisir parmi 3000 programmes de formation différents tels que : SAP Business Objects, programmation Java, base de données Oracle, les essentiels de la gestion de projet, la langue anglais.

Atteindre l'excellence financière

L'ensemble des 21 initiatives doivent permettre d'atteindre l'excellence opérationnelle et financière au travers des projets précédemment évoqués. Par ailleurs, il existe également un certain nombre de projets qui sont totalement dédiés à l'amélioration de la performance financière:

- **T8:** Optimisation de nos dépenses, excluant celles relatives à l'informatique, au travers de la mise en place de nouvelles politiques d'achat, de la requalification des besoins d'achat interne et de la renégociation des contrats avec nos fournisseurs sans impact sur notre propre activité ou sur les prestations fournies à nos clients.
- **T11:** Meilleure facturation des prestations fournies et collecte des commissions éditeurs
- **T18:** Optimisation de nos dépenses d'investissements
- **T19:** Accroissement de notre trésorerie avec une amélioration des conditions et des délais paiement de nos règlements tout en optimisant nos comptes fournisseurs. Concernant le classement des principaux fournisseurs du Groupe, le premier représente 3,5% du total des achats pour le premier semestre 2009 (par rapport à 3,2% pour l'année 2008), les 5 premiers fournisseurs représentent eux 11,9% (par rapport 11,2% en 2008) et les 10 premiers fournisseurs représentent 16,3% (par rapport à 15,5% en 2008).
- **T20:** Réduction des coûts associés aux pensions, assurances, subventions et taxes sans accroître l'exposition aux risques de la société.

7 REVUE FINANCIERE

7.1 ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Le Groupe a réalisé un résultat net - part du Groupe de 18,0 millions d'euros au 30 juin 2009, ce qui représente 0,7% du chiffre d'affaires consolidé de la période.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	% de rentabilité
Marge opérationnelle	118,0	4,6%	124,2	4,3%
Autres produits et charges opérationnels	(75,8)	-2,9%	66,8	2,3%
Résultat opérationnel	42,2	1,7%	191,0	6,7%
Résultat financier	(14,4)		(6,5)	
Charge d'impôt	(7,6)		(56,4)	
Part des minoritaires et associés	(2,2)		(3,4)	
Résultat net – part du Groupe	18,0	0,7%	124,7	4,3%
Résultat net retraité – part du Groupe (*)	73,7	2,8%	76,2	2,7%

(*) défini ci-après

7.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et représente 4,6% du chiffre d'affaires total de la période.

7.1.2 Résultat opérationnel

Les autres produits et charges opérationnels comprennent principalement les charges de restructuration pour 57,4 millions d'euros et les charges liées à la restructuration du parc immobilier du Groupe pour 17,4 millions d'euros.

Les principales unités globales d'activité contributrices à ces charges sont le Benelux pour 31,2 millions d'euros, la zone Ibérique et Amérique du Sud pour 12,6 millions d'euros, la France pour un montant de 10,0 millions d'euros et le Royaume-Uni pour 7,9 millions d'euros.

L'année précédente, le principal impact de la période sur le résultat opérationnel correspondait à la finalisation de l'accord conclu avec les fonds de pension des entités au Royaume-Uni pour un montant de 63,6 millions d'euros (l'accord « New Deal »).

7.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe est une charge de 14,4 millions d'euros sur période, incluant le coût net de l'endettement financier et les autres produits et charges financiers.

Le coût net de l'endettement financier s'est élevé à (6,5) millions d'euros sur la base d'un endettement net moyen de 368,6 millions d'euros sur la période, le coût moyen de l'endettement est de 3,5%.

La marge opérationnelle couvre 18 fois le coût net de l'endettement financier, alors que les engagements financiers de couverture, compris dans les modalités du crédit syndiqué Groupe, imposent que ce ratio ne soit pas inférieur à 4.

Les autres produits et charges financiers s'élèvent à (7,9) millions d'euros, soit une détérioration de 14,9 millions d'euros par rapport à juin 2008. Ce différentiel est principalement dû à l'impact des plans de pensions sur le résultat financier du Groupe correspondant à la différence entre le coût de l'actualisation et le rendement attendu des actifs de régimes de retraite.

7.1.4 Impôt

La charge d'impôt a été calculée en appliquant le taux effectif moyen estimé pour la période annuelle, en accord avec la norme comptable internationale *IAS 34 Information financière intermédiaire*.

Le taux effectif d'impôt du Groupe s'élève à 27,3%.

7.1.5 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont constitués de participations détenues dans Atos Worldline Processing Services en Allemagne (42%).

7.1.6 Résultat net retraité

Le résultat net - part du Groupe avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 73,7 millions d'euros, soit 2,8% du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois) (à taux de change et périmètre constants) (**)
Résultat net - part du Groupe	18,0	123,0
Restructuration et rationalisation	(74,8)	(6,0)
Retraites (*)	1,4	63,6
Reprise de provisions de bilan d'ouverture devenues sans objet	0,1	1,6
Plus ou moins value de cessions	(1,6)	0,2
Pertes de valeur sur actifs à long terme et autres	(0,9)	7,4
Total des éléments inhabituels	(75,8)	66,8
Effet d'impôt	20,1	(18,3)
Total des éléments inhabituels - net d'impôt	(55,7)	48,5
Résultat net retraité – part du Groupe	73,7	74,5

(*) incluant l'impact de 63,6 millions d'euros liés à l'accord "New Deal" en 2008

(**) à taux de change et périmètre constants appliqués à la marge opérationnelle seulement

7.2 RÉSULTAT NET PAR ACTION

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois) (*)
Résultat net – part du Groupe	18,0	123,0
Résultat net retraité – part du Groupe	73,7	74,5
(en euros)		
RNPA (Résultat net par action)	0,26	1,76
RNPA dilué	0,26	1,76
RNPA retraité	1,06	1,07
RNPA dilué retraité	1,06	1,07

(*) à taux de change et périmètre constants appliqués à la marge opérationnelle seulement

Sur la base d'un nombre moyen pondéré de 69 717 453 actions en circulation pendant le premier semestre 2009, le résultat net retraité par action - part du Groupe s'est élevé à 1,06 euros.

7.3 FLUX DE TRESORERIE ET ENDETTEMENT NET

Le Groupe a débuté l'exercice avec un endettement net de 304,0 millions d'euros. A fin juin, il a atteint 327,6 millions d'euros.

Les principaux éléments ayant contribué au flux net de trésorerie opérationnel en 2009 sont les suivants :

- un Excédent Brut Opérationnel (EBO) de 214,7 millions d'euros, représentant 8,3% du chiffre d'affaires (7,4% en juin 2008) ;
- une importante diminution des dépenses d'investissements atteignant 4,1% du chiffre d'affaires contre 4,8% en juin 2008 qui affiche la volonté du Groupe de réduire le poids des investissements ;
- l'augmentation du besoin en fonds de roulement de 38,3 millions d'euros sur la période comparée à 105,7 millions d'euros au premier semestre 2008. L'impact saisonnier négatif habituel du premier semestre a été significativement réduit, résultant du programme T18 ;
- les sorties de trésorerie liées aux plans de restructuration et de rationalisation sur la période pour un montant de 69,5 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)
EBO (Marge opérationnelle avant amortissement et dépréciation)	214,7	211,0
Investissements opérationnels nets	(106,6)	(138,8)
Variation du besoin en fonds de roulement	(38,3)	(105,7)
Flux de trésorerie opérationnel	69,8	(33,5)
Impôts payés	(10,7)	(26,2)
Coût net de l'endettement financier net payé	(6,3)	(13,7)
Dépenses de restructuration et de rationalisation provenant des Autres produits et charges opérationnels	(69,5)	(42,8)
Accords des régimes de retraite au Royaume-Uni	-	(66,0)
Investissements financiers nets	(6,6)	38,8
Dividendes versés	(3,6)	(3,3)
Rachat et revente d'actions propres	1,6	(14,5)
Autres variations (*)	1,7	(15,0)
Flux de trésorerie net	(23,6)	(176,2)
Endettement net d'ouverture	(304,0)	(338,0)
Endettement net de clôture	(327,6)	(514,2)

(*) Les autres variations correspondent aux augmentations de capital, aux écarts de change, à la participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt, à la vente d'actifs opérationnels, aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant les charges de restructuration et rationalisation et la modification des accords des régimes de retraite au Royaume-Uni) et aux autres éléments financiers décaissés.

7.3.1 Investissements opérationnels

Pendant les six premiers mois de 2009, les investissements opérationnels nets se sont élevés à 106,6 millions d'euros :

- les achats représentent 109,0 millions d'euros, les principaux segments ou pays contributeurs à ces investissements sont Wordline pour 29,3 millions d'euros (projet des radars automatiques pour 7 millions d'euros, amélioration des Data Center pour 7 millions d'euros), le Royaume-Uni pour un montant de 18,9 millions d'euros (70% dédiés aux clients, principalement des contrats publics), les Pays-Bas pour 17,8 millions d'euros

(dont la moitié pour l'accroissement de la capacité de stockage), l'Europe Centrale pour 15,7 millions d'euros (dont 2,5 millions d'euros pour un projet de stockage). De plus, sur les 8,1 millions d'euros en Asie, 6,5 millions sont payés d'avance comme le spécifient les contrats avec les clients ;

- les produits de cession d'actifs (2,4 millions d'euros) sont essentiellement issus de la sortie du contrat Heijmans fin 2008 aux Pays-Bas (2,0 millions d'euros).

7.3.2 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation négative du besoin en fond de roulement de 38,3 millions d'euros sur la période est à la fois le résultat de facteurs saisonniers négatifs, incluant les paiements de bonus annuels, et une légère augmentation du délai de recouvrement clients en jours de chiffre d'affaires, de 63 jours en décembre 2008 à 64 jours en juin 2009. Le délai de recouvrement s'est amélioré de 9 jours par rapport à juin 2008 (73 jours). Cette évolution est le résultat d'actions concrètes mises en place par le Groupe pour réduire la saisonnalité du besoin en fond de roulement et accélérer le recouvrement des créances clients (T18).

7.3.3 Convenances bancaires

Le Groupe respecte les limites de ses convenances bancaires, avec un ratio de levier financier (endettement net divisé par marge opérationnelle avant amortissements et dépréciation) de 0,8 à fin juin 2009. Le ratio de levier financier consolidé ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu du crédit syndiqué Groupe.

Le ratio de couverture d'intérêt consolidé (marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement financier) était de plus de 18 pour le premier semestre 2009 et ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à l'échéance du crédit syndiqué Groupe.

7.4 RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le résultat avant impôt de la société mère s'élève à 116,9 millions d'euros à fin juin 2009, comparé au résultat de 33,0 millions d'euros pour le premier semestre 2008.

8 RESULTATS FINANCIERS

8.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle 2009

8.2 Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2009

8.2.1 Etats consolidés intermédiaires du Résultat Global

8.2.2 Autres éléments du Résultat Global

8.2.3 Etats consolidés intermédiaires de la Situation Financière

8.2.4 Tableaux de flux de trésorerie consolidés intermédiaires

8.2.5 Variation des capitaux propres consolidés

8.2.6 Notes annexes aux états financiers consolidés résumés au 30 juin 2009

8.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Atos Origin, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte de crise économique et financière, caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui existait déjà à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2 « Information sectorielle » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés relative à la première application de la norme IFRS 8,
- la note 9 « Goodwill » qui présente les résultats des tests de dépréciation réalisés par la société, sur les goodwill de certaines unités génératrices de trésorerie au 30 juin 2009.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes,

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Deloitte & Associés

Jean-Pierre Colle Vincent Frambourt Jean-Paul Picard Jean-Marc Lumet

8.2 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

8.2.1 Etats Consolidés intermédiaires du Résultat Global

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2008 (12 mois)
Chiffre d'affaires	Note 2	2 589,3	2 863,7	5 623,5
Charges de personnel	Note 3	(1 479,3)	(1 569,5)	(3 063,6)
Charges opérationnelles	Note 4	(992,0)	(1 170,0)	(2 293,5)
Marge opérationnelle		118,0	124,2	266,4
En % du chiffre d'affaires		4,6%	4,3%	4,7%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	(75,8)	66,8	(166,0)
Résultat opérationnel		42,2	191,0	100,4
En % du chiffre d'affaires		1,7%	6,7%	1,8%
Coût de l'endettement financier net		(6,5)	(13,5)	(28,7)
Autres produits et charges financiers		(7,9)	7,0	5,9
Résultat financier	Note 6	(14,4)	(6,5)	(22,8)
Charge d'impôt	Note 7	(7,6)	(56,4)	(48,1)
Quote-part du résultat net des entreprises associées		-	-	(0,1)
Résultat net		20,2	128,1	29,4
Dont:				
- Part du Groupe		18,0	124,7	22,6
- Intérêts minoritaires	Note 12	2,2	3,4	6,8

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net par action - Part du Groupe	Note 8			
Nombre moyen pondéré d'actions		69 717 453	69 711 112	69 712 178
Résultat net par action - Part du Groupe		0,26	1,79	0,32
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		69 717 453	69 829 042	69 786 457
Résultat net dilué par action - Part du Groupe		0,26	1,79	0,32

8.2.2 Autres éléments du Résultat global

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2008 (12 mois)
Résultat net de la période	20,2	128,1	29,4
Autres éléments du résultat global			
Variation de juste valeur des instruments financiers :			
- Gains / (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres	5,0	(1,4)	(5,6)
- Variation de la juste valeur transférée en résultat	(0,5)	(0,6)	(1,0)
Impôts liés à la variation de juste valeur des instruments financiers	(1,4)	-	1,7
Variation de la réserve de conversion	57,9	(70,2)	(150,2)
Total Autres éléments du résultat global	61,0	(72,2)	(155,1)
Total Résultat global	81,2	55,9	(125,7)
Dont :			
- Part du Groupe	79,0	57,5	(132,2)
- Intérêts minoritaires	2,2	(1,6)	6,5

8.2.3 Etats consolidés intermédiaires de la situation financière

(en millions d'euros)	Notes	30 Juin 2009	31 Décembre 2008	30 Juin 2008
ACTIF				
Goodwill	Note 9	1 564,4	1 511,1	1 818,9
Immobilisations incorporelles		80,5	77,5	80,2
Immobilisations corporelles		441,7	454,3	459,7
Actifs financiers non courants		78,0	68,5	88,6
Instruments financiers non courants	Note 16	1,4	-	0,9
Impôts différés actifs		211,4	208,4	205,9
Total des actifs non courants		2 377,4	2 319,8	2 654,2
Clients et comptes rattachés	Note 10	1 392,9	1 418,0	1 640,6
Impôts courants		32,3	25,4	25,2
Autres actifs courants		206,6	177,7	198,7
Instruments financiers courants	Note 16	0,9	0,7	0,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 11	164,8	286,1	197,6
Total des actifs courants		1 797,5	1 907,9	2 062,8
Actifs destinés à être cédés		-	-	290,3
TOTAL DE L'ACTIF		4 174,9	4 227,7	5 007,3
PASSIF				
Capital social		69,7	69,7	69,7
Primes		1 329,7	1 329,7	1 329,6
Réserves consolidées		321,7	286,5	281,2
Ecart de conversion		(119,2)	(177,1)	(92,4)
Résultat de l'exercice		18,0	22,6	124,7
Capitaux propres – Part du Groupe		1 619,9	1 531,4	1 712,8
Intérêts minoritaires	Note 12	9,6	11,0	167,9
Total capitaux propres		1 629,5	1 542,4	1 880,7
Provisions retraite et assimilées	Note 13	224,3	221,5	237,6
Provisions non courantes	Note 14	105,0	99,8	97,6
Passifs financiers	Note 15	262,4	313,5	512,5
Impôts différés passifs		58,2	69,8	73,8
Instruments financiers non courants	Note 16	3,7	6,1	0,8
Autres passifs non courants		1,1	1,4	1,0
Total des passifs non courants		654,7	712,1	923,3
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 17	517,9	516,8	616,2
Impôts courants		49,2	41,2	56,4
Provisions courantes	Note 14	84,3	96,2	74,3
Instruments financiers courants	Note 16	1,0	3,0	4,4
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 15	230,0	276,6	199,3
Autres passifs courants	Note 18	1 008,3	1 039,4	1 139,0
Total des passifs courants		1 890,7	1 973,2	2 089,6
Passifs directement liés à des actifs destinés à être cédés		-	-	113,7
TOTAL DU PASSIF		4 174,9	4 227,7	5 007,3

8.2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2008
Résultat avant Impôts		27,8	184,5	77,6
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		111,9	113,0	241,3
Dotations / (reprises) nets aux provisions d'exploitation		(25,7)	(35,1)	(48,4)
Dotations / (reprises) nets aux provisions financières		6,9	(10,1)	(17,8)
Dotations / (reprises) nets aux autres provisions opérationnelles		3,7	(168,1)	(85,0)
Pertes de valeur des actifs long terme		-	-	226,4
Plus et moins-values de cessions d'immobilisations		2,6	(0,5)	(140,9)
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées		7,9	6,1	14,6
(Gains) / pertes sur instruments financiers	Note 6	(1,2)	2,0	1,5
Coût de l'endettement financier net	Note 6	6,5	13,5	28,7
Flux de trésorerie avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt		140,4	105,3	298,0
Impôts payés		(10,7)	(26,2)	(50,4)
Variation du besoin en fonds de roulement		(38,3)	(105,7)	(86,2)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		91,4	(26,6)	161,4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(109,1)	(141,6)	(260,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2,5	2,8	27,0
Investissements d'exploitation net		(106,6)	(138,8)	(233,9)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		(7,1)	(3,2)	(7,5)
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		1,3	0,3	0,3
Encaissements liés aux cessions financières		0,8	4,0	291,6
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		(1,6)	(11,2)	(145,4)
Investissements financiers nets		(6,6)	(10,1)	139,0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(113,2)	(148,9)	(94,9)
Augmentation de capital liée à l'exercice d'options de souscription d'actions		-	0,1	0,2
Rachats et reventes d'actions propres		1,6	(14,5)	(14,9)
Dividendes versés aux actionnaires		-	-	(27,8)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(3,6)	(3,3)	(4,1)
Souscription de nouveaux emprunts	Note 15	9,4	128,8	98,6
Nouveaux contrats de locations financement	Note 15	4,5	2,0	1,3
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 15	(74,7)	(31,5)	(163,2)
Coût de l'endettement financier net payé		(6,3)	(13,7)	(28,9)
Autres mouvements liés aux opérations de financement		(26,3)	(23,9)	17,8
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(95,4)	44,0	(121,0)
Variation de trésorerie		(117,2)	(131,5)	(54,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	Note 15	261,9	348,0	348,0
Variation de trésorerie		(117,2)	(131,5)	(54,5)
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		10,8	(18,9)	(31,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	Note 15	155,5	197,6	261,9

8.2.5 Variation des Capitaux Propres Consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net part du Groupe	Capitaux propres – Part du Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Au 1 Janvier 2008	69 710	69,7	1 329,5	271,9	(27,2)	(0,6)	48,2	1 691,5	172,9	1 864,4
* Augmentation de capital	5		0,1					0,1		0,1
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				48,2			(48,2)	-		-
* Dividendes				(27,8)				(27,8)	(3,7)	(31,5)
* Options de souscription d'actions et assimilées				6,1				6,1		6,1
* Achat d'actions propres				(14,5)				(14,5)		(14,5)
* Autres								-	0,3	0,3
* Transactions avec les actionnaires			0,1	12,0			(48,2)	(36,1)	(3,4)	(39,5)
* Résultat Net de la période							124,7	124,7	3,4	128,1
* Autres éléments du Résultat Global					(65,2)	(2,0)		(67,2)	(5,0)	(72,2)
*Total du résultat Global de la période					(65,2)	(2,0)	124,7	57,5	(1,6)	55,9
Au 30 Juin 2008	69 715	69,7	1 329,6	283,9	(92,4)	(2,6)	124,7	1 712,9	167,9	1 880,8
* Augmentation de capital	2		0,1					0,1		0,1
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent								-		-
* Dividendes								-	(0,4)	(0,4)
* Options de souscription d'actions et assimilées				8,5				8,5		8,5
* Achat d'actions propres				(0,4)				(0,4)		(0,4)
* Autres								-	(164,6)	(164,6)
* Transactions avec les actionnaires			0,1	8,1				8,2	(165,0)	(156,8)
* Résultat Net de la période							(102,1)	(102,1)	3,4	(98,7)
* Autres éléments du Résultat Global					(84,7)	(2,9)		(87,6)	4,7	(82,9)
*Total du résultat Global de la période					(84,7)	(2,9)	(102,1)	(189,7)	8,1	(181,6)
Au 31 Décembre 2008	69 717	69,7	1 329,7	292,0	(177,1)	(5,5)	22,6	1 531,4	11,0	1 542,4
* Augmentation de capital								-		-
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				22,6			(22,6)	-		-
* Dividendes								-	(3,6)	(3,6)
* Options de souscription d'actions et assimilées				7,9				7,9		7,9
* Achat d'actions propres				1,6				1,6		1,6
* Autres								-		-
* Transactions avec les actionnaires				32,1			(22,6)	9,5	(3,6)	5,9
* Résultat Net de la période							18,0	18,0	2,2	22,2
* Autres éléments du Résultat Global					57,9	3,1		61,0		61,0
*Total du résultat Global de la période					57,9	3,1	18,0	79,0	2,2	81,2
Au 30 Juin 2009	69 717	69,7	1 329,7	324,1	(119,2)	(2,4)	18,0	1 619,9	9,6	1 629,5

8.2.6 Notes annexes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2009

8.2.6.1 Bases de préparation et principes comptables significatifs

Les états financiers intermédiaires consolidés 2009 ont été établis conformément aux principes de reconnaissance et d'évaluation requis par les IFRS (International Financial Reporting Standards). Les normes internationales comprennent : les « International Financial Reporting Standards » (IFRS), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les principes comptables sont conformes à ceux appliqués par le Groupe lors de l'élaboration des états financiers consolidés au 31 décembre 2008. Ces principes comptables sont disponibles dans le Document de Référence de 2008.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2009 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ainsi, ces états financiers n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en coordination avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2008.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes aux normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009. Ces normes et interprétations sont consultables sur :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Les normes suivantes, les interprétations et les amendements de normes existantes qui ont été publiés, sont obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 :

- IAS 1 - *Présentation des états financiers (révisée)* ;
- IAS 23 - *Coûts d'emprunt (révisée)* ;
- IAS 32 - *Amendement relatif aux instruments financiers remboursables au gré du porteur et aux obligations à la suite d'une liquidation* ;
- IFRS 2 - *Amendements relatifs aux conditions d'acquisition et aux annulations* ;
- IFRS 8 - *Segments opérationnels* ;
- IFRIC 11 - *Actions propres et transactions intra-groupes* ;
- IFRIC 13 - *Programmes de fidélisation des clients* ;
- IFRIC 14 - *Limitation de l'actif au titre des prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction* ;
- Amendements à divers textes IFRS, suivant le programme d'amélioration des IFRS de Mai 2008 (excluant IFRS 5).

IFRIC 14 a été adoptée par anticipation par le Groupe en 2008.

L'effet de la norme IFRS 8 est expliqué dans la Note 2.

Comme exigé par l'interprétation IAS 1, le Groupe présente désormais un état du Résultat Global.

L'impact des autres changements sur les états financiers du Groupe est limité.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne tiennent pas compte :

- des normes et interprétations publiées par l'IASB, approuvées au niveau européen, mais avec une date d'application postérieure au 30 juin 2009 :
 - IAS 27 (révisée) – *Etats financiers consolidés et individuels suite au projet «Regroupements d'entreprises phase II* » ;
 - IFRS 3 (révisée) – *Regroupements d'entreprises suite au projet «Regroupements d'entreprises phase II* » ;
 - IFRS 5 - *Actifs non-courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* (amendement qui fait suite au programme d'amélioration des IFRS de Mai 2008)
 - IFRIC 12 - *Accords de concessions de services* ;
 - IFRIC 16 - *Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger* ;
- des nouvelles normes, interprétations et amendements de normes existantes non encore approuvées par l'Union Européenne, notamment :
 - Amendements à :
 - IAS 39 et IFRIC 9 - *Réestimation des dérivés incorporels* ;

- IFRS 7 - *Instruments financiers : informations*;
- IAS 39 - Amendement relatif aux instruments financiers : *Comptabilisation et évaluation des éléments couverts éligibles* ;
- Amendements à divers textes IFRS, suivant le programme d'amélioration des IFRS d'Avril 2009.
- Nouvelles interprétations :
 - IFRIC 15 - *Accord pour la construction d'un bien immobilier* ;
 - IFRIC 17 - *Distributions en nature aux actionnaires*
 - IFRIC 18 - *Transferts d'actifs appartenant à des clients (application prospective)*
- des projets de normes à l'état d'exposé-sondage au niveau de l'International Accounting Standards Board (IASB)

A la date de ce rapport, l'éventuelle application de ces normes et interprétations sur les états financiers intermédiaires consolidés résumés n'est pas applicable.

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique des actifs comparés au budget,
- une détérioration importante de l'environnement économique des actifs,
- la perte d'un client majeur.

Retraites et avantages similaires

L'évaluation des obligations de retraite est très sensible aux évolutions des taux d'intérêt à long terme qui servent de référence aux taux d'actualisation devant être utilisés. De manière à refléter plus fidèlement les évolutions significatives du marché, le Groupe a pris l'option d'actualiser, dans ses comptes intermédiaires, l'évaluation des engagements de retraite et des actifs financiers dédiés de ses principaux régimes de retraite, en cas d'évolutions significatives des taux d'intérêt à long terme.

Charge d'impôts

Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au « Résultat net avant impôts ». Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôts prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

8.2.6.2 Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires simplifiés clos au 30 juin 2009

Note 1 Variation du périmètre de consolidation

Depuis le 1er janvier 2009, il n'y a pas eu de changement significatif du périmètre de consolidation.

Note 2 Information sectorielle

Le Groupe applique la norme IFRS 8 pour la première fois au 30 Juin 2009 ; l'adoption de la norme IFRS 8 a modifié la présentation des segments opérationnels comparés aux segments opérationnels définis par la norme IAS 14. Le principal changement par rapport aux années précédentes est la présentation de l'activité Worldline comme un segment opérationnel.

Selon la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement révisé par le responsable décisionnaire des opérations puis appliqué au résultat du Groupe comme présenté ci-dessous. Le responsable décisionnaire des opérations évalue le résultat ou la perte du segment en calculant un résultat opérationnel. Le responsable décisionnaire des opérations, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président du Conseil d'Administration et Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Le reporting interne est défini selon 2 axes : les lignes de services et les unités globales d'activité. Les unités globales d'activité ont été désignées par le Groupe comme unités stratégiques par le responsable décisionnaire des opérations. Par conséquent et selon les obligations de la norme IFRS 8, le Groupe présente les unités globales d'activité comme des segments opérationnels distincts.

Une unité globale d'activité est définie comme une zone géographique ou le regroupement de plusieurs zones géographiques, à l'exception de l'activité Worldline, qui comprend un ou plusieurs pays sans tenir compte des activités à l'intérieur de chaque pays. Chaque unité globale d'activité est dirigée par un membre du comité exécutif.

Les méthodes d'évaluation mises en place par le Groupe pour le reporting des segments selon IFRS 8 sont identiques à celles mises en place dans les états financiers.

Les entités du Corporate ne sont pas présentées comme un segment opérationnel. Ainsi leurs états financiers sont utilisés comme élément de réconciliation dans le tableau ci-dessous. Les actifs du Corporate qui ne sont pas directement imputables aux activités des segments opérationnels ne sont pas alloués à un segment, ceci s'applique principalement aux actifs liés aux différents sièges sociaux du Groupe. Les actifs partagés tels que les gros systèmes européens sont alloués aux unités globales d'activité où ils sont physiquement situés bien qu'ils soient utilisés par plusieurs unités globales d'activité.

Les recommandations de la norme IFRS 8 sont applicables de manière rétroactive et comparable.

Le Groupe opère dans sept principales unités globales d'activité comme détaillées ci-dessous :

Segments opérationnels

- France – Maroc
- Benelux
- Royaume-Uni
- Worldline
- GCEMA
- ISAM
- Reste du monde

Activités

Conseil, Intégrations de systèmes et Infogérance en France et au Maroc

Conseil, Intégrations de systèmes et Infogérance aux Pays-Bas Belgique et au Luxembourg

Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Externalisation des Processus au Royaume-Uni et en Suède

Paiements et Transactions électroniques en France, Belgique et Allemagne

Intégrations de systèmes et Infogérance en Allemagne Suisse, Pologne, Autriche, Grèce, Turquie et Afrique du Sud

Conseil, Intégrations de systèmes et Infogérance en Espagne, Portugal, Andorre, Argentine, Brésil, Chili et Colombie

Conseil, Intégrations de systèmes et Infogérance aux Etats-Unis, Mexique, Chine, Taiwan, Japon, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Inde, Italie et les activités d'Atos Euronext Market Solutions (AEMS)

Les transferts et les transactions entre les différents secteurs sont effectués dans des conditions commerciales normales qui seraient également applicables à des tierces parties non liées.

L'information des segments opérationnels pour la période est la suivante :

(en millions d'euros)	France Maroc	Benelux	Royaume-Uni	Worldline	GCEMA	ISAM	Reste du monde	Total Segments opération- nels	Direction des lignes de services	Autre Corporate	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2009												
Chiffre d'affaires par secteur	575,0	517,2	445,8	416,3	283,5	210,2	141,0	2 589,0		0,3		2 589,3
%	22,2%	20,0%	17,2%	16,1%	10,9%	8,1%	5,4%	100%				100%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	34,9	15,3	3,3	5,6	21,3	3,8	37,3	121,5			(121,5)	0,0
Total Chiffre d'affaires	609,9	532,5	449,1	421,9	304,8	214,0	178,3	2 710,5	0,0	0,3	(121,5)	2 589,3
Marge opérationnelle par secteur	20,2	34,4	36,5	61,2	4,1	2,7	7,2	166,3	(14,3)	(34,0)		118,0
%	3,5%	6,7%	8,2%	14,7%	1,4%	1,3%	5,1%	6,4%				4,6%
Total Actif sectoriel	697,8	655,7	766,6	647,8	378,5	327,8	252,7	3 726,9		39,5		3 766,4
Semestre clos le 30 juin 2008												
Chiffre d'affaires par secteur	586,0	596,5	488,6	394,0	300,9	229,8	267,9	2 863,7				2 863,7
%	20,5%	20,8%	17,1%	13,8%	10,5%	8,0%	9,3%	100%				100%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	28,8	20,0	5,4	10,7	14,9	5,1	28,2	113,1			(113,1)	0,0
Total Chiffre d'affaires	614,8	616,5	494,0	404,7	315,8	234,9	296,1	2 976,8	0,0	0,0	(113,1)	2 863,7
Marge opérationnelle par secteur	13,5	48,5	30,7	56,7	17,8	9,4	(1,0)	175,6	(13,0)	(38,4)		124,2
%	2,3%	8,1%	6,3%	14,4%	5,9%	4,1%	-0,3%	6,1%				4,3%
Total Actif sectoriel	932,2	757,0	856,0	619,4	434,5	420,0	515,5	4 534,6		44,1		4 578,7
Exercice clos le 31 décembre 2008												
Chiffre d'affaires par secteur	1 170,8	1 175,4	950,2	813,8	610,3	453,6	449,4	5 623,5				5 623,5
%	20,8%	20,9%	16,9%	14,5%	10,8%	8,1%	8,0%	100%				100%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	54,3	40,3	9,0	32,0	34,3	8,9	68,6	247,4		1,3	(248,7)	0,0
Total Chiffre d'affaires	1 225,1	1 215,7	959,2	845,8	644,6	462,5	518,0	5 870,9	0,0	1,3	(248,7)	5 623,5
Marge opérationnelle par secteur	25,4	95,7	69,5	123,3	30,3	17,2	11,8	373,2	(24,1)	(82,7)		266,4
%	2,2%	8,1%	7,3%	15,2%	5,0%	3,8%	2,6%	6,6%				4,7%
Total Actif sectoriel	712,7	664,7	673,3	630,6	398,8	338,3	250,1	3 668,4		39,3		3 707,8

Les actifs sectoriels sont réconciliés avec le total actif somme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 Décembre 2008	Semestre clos le 30 juin 2008
Total actif sectoriel	3 766,4	3 707,8	4 578,7
Actifs d'impôts	243,7	233,8	231,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	164,8	286,1	197,6
Total Actif	4 174,9	4 227,7	5 007,3

Note 3 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2008	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 Décembre 2008	% du chiffre d'affaires
Salaires (*)	(1 142,2)	44,1%	(1 208,9)	42,2%	(2 359,2)	42,0%
Charges sociales	(335,4)	13,0%	(342,1)	11,9%	(667,6)	11,9%
Taxes, formation, intéressement et participation	(24,2)	0,9%	(34,0)	1,2%	(66,0)	1,2%
Options de souscription d'actions et assimilées	(6,9)	0,3%	(6,1)	0,2%	(13,7)	0,2%
Dotations nettes aux provisions pour charges de personnel	1,6	0,1%	1,2	0,0%	0,4	0,0%
Différence entre les contributions payées et la charge nette liée aux engagements de retraite (**)	27,8	1,1%	20,4	0,7%	42,5	-0,8%
Total	(1 479,3)	57,1%	(1 569,5)	54,8%	(3 063,6)	54,4%

(*) dont 0,6 million d'euros pour restructuration en 2009 comparé à 3,9 millions en 2008.

(**) différence entre le total payé aux fonds de pension et la charge nette aux engagements de retraite selon IAS 19.

Rémunération à base d'actions

La charge de 6,9 millions d'euros enregistrée dans la marge opérationnelle au titre des paiements fondés sur des actions (6,1 millions d'euros au 30 juin 2008) est composée de :

- 3,9 millions d'euros liés au plan « Management Investment Plan » (MIP) et au plan « Long-Term Incentive » (LTI) mis en place en 2008 et en 2007, ainsi que
- 3,0 millions d'euros liés à des plans de stock-options accordés en 2009 et sur les exercices antérieurs.

Plan d'actions gratuites (MIP et LTI)

Sur le premier semestre 2009, aucun nouveau plan d'actions gratuites n'a été mis en place.

Le plan d'incitation à long terme appelé « Long-Term Incentive » (LTI) de 2008 a été interrompu à la fin de la première année (à 66% de réalisation) et remplacé par un plan de stock-options (voir ci-dessous).

Le calcul de la charge du 1^{er} semestre 2009 relative aux plans LTI et MIP prend en compte le départ du Groupe de certains bénéficiaires.

Total des charges comptabilisées au premier semestre 2009 concernant les plans d'actions gratuites :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)
LTI 2008	0,8	0,8
MIP 2008	2,2	0,5
LTI 2007	-	0,9
MIP 2007	0,9	2,0
Total	3,9	4,2

Plan de Stock-options (options de souscription d'actions)

Le Groupe a reconnu un montant total de 3,0 millions d'euros de charges au titre des stock-options (1,9 millions d'euros au 30 juin 2008). Les charges de 2009 comprennent 1,8 millions d'euros liés aux plans attribués au cours des années précédentes et 1,2 millions d'euros liés au plan mis en place en mars 2009.

Plan de Stock-options - attribution du 26 mars 2009

Le Conseil d'administration a décidé le 26 mars 2009 de proposer aux bénéficiaires du plan d'incitation appelé plan « LTI 2008 » d'interrompre ce plan au 31 décembre 2008 (interruption

soumise à l'approbation de chaque bénéficiaire) et de remplacer les actions gratuites annulées par des options de souscriptions d'actions qui seraient accordées dans deux plans distincts en mars et en juillet 2009.

Ainsi, le Groupe a attribué aux membres du Comité Exécutif et à certains membres du management un total de 1 850 000 stock-options le 26 mars 2009. Cette attribution représente une charge totale de 8,7 millions d'euros, dont 1,2 millions d'euros reconnu sur le premier semestre 2009.

La charge totale attendue est de 3,7 millions d'euros sur 2009.

La période d'acquisition est progressive : les options sont acquises sur des quotités successives de 3 années.

Chacune de ces quotités a un prix d'exercice différent :

- 20,64 euros pour la première quotité (acquises en juillet 2010)
- 24,57 euros pour la deuxième quotité (acquises en juillet 2011)
- 29,49 euros pour la troisième quotité (acquises en juillet 2012)

L'acquisition des stock-options liées aux seconde et troisième tranches est soumise à la réalisation de critères de performance interne au Groupe. L'hypothèse retenue pour le calcul des coûts associés à ce plan est la réalisation à 100% des conditions de performance interne.

Les stock-options sont annulées si l'employé quitte le Groupe avant que les options ne soient acquises, sauf circonstances exceptionnelles.

La charge relative aux stock-options a été déterminée sur la base des hypothèses suivantes :

	26 mars 2009
Cours de l'action à la date d'attribution	20,7
Prix d'exercice	20,64/24,57/29,49
Volatilité attendue	30,1%
Durée de vie	60 mois
Taux sans risque	2,826%
Dividende prévu	1% sauf 0% pour 2009
Juste valeur des options attribuées	6,6/4,9/3,8

En 2009, la volatilité attendue a été déterminée en lissant la volatilité historique du cours de l'action du Groupe sur une période comparable à la durée de vie prévue des stock-options. Face à la forte volatilité des marchés financiers observée, un lissage a été utilisé comme le prescrit la norme IFRS 2. Cette méthode a conduit à l'élimination des variations journalières de plus de 5% dans le calcul de la volatilité historique annualisée. La durée de vie attendue des options utilisée dans le modèle d'évaluation a été ajustée sur la base des meilleures estimations du management sur les effets prévisibles de leur caractère non transférable, des restrictions d'exercice applicables et du comportement probable des détenteurs.

Note 4 Charges opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2008	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 Décembre 2008	% du chiffre d'affaires
Achat pour revente et royalties	(115,3)	4,5%	(95,2)	3,3%	(168,0)	3,0%
Sous-traitance	(269,0)	10,4%	(393,8)	13,7%	(759,8)	13,5%
Coûts et maintenance des locaux et matériel	(106,7)	4,1%	(114,9)	4,0%	(226,1)	4,0%
Moyens de production	(182,0)	7,0%	(208,1)	7,3%	(413,8)	7,3%
Télécommunications	(48,5)	1,9%	(59,7)	2,1%	(104,3)	1,9%
Transports et déplacements	(56,8)	2,2%	(79,4)	2,8%	(148,4)	2,6%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	(11,1)	0,4%	(11,7)	0,4%	(22,9)	0,4%
Autres charges	(83,4)	3,2%	(104,9)	3,7%	(210,6)	3,7%
Sous-total charges	(872,8)	33,7%	(1 067,7)	37,3%	(2 053,9)	36,5%
Amortissement des immobilisations	(111,9)	4,3%	(113,0)	3,9%	(241,3)	4,2%
Valeur nette comptable des actifs cédés/mis au rebut	(3,5)	0,1%	(2,9)	0,1%	(3,8)	0,1%
Dotation nette aux provisions	(3,8)	0,1%	13,6	0,5%	5,5	0,1%
Sous-total amortissements et provisions	(119,2)	4,6%	(102,3)	3,6%	(239,6)	4,3%
Total	(992,0)	38,3%	(1 170,0)	40,9%	(2 293,5)	40,8%

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009	Semestre clos le 30 juin 2008	Exercice clos le 31 Décembre 2008
Charges de restructuration et de rationalisation	(74,8)	(6,0)	(102,9)
Retraites	1,4	63,6	17,4
Reprise de provisions de bilan d'ouverture sans objet	0,1	1,6	9,8
Plus et moins values de cessions d'actifs	(1,6)	0,2	142,5
Perte de valeur sur actifs à long terme et autres	(0,9)	7,4	(232,8)
Total	(75,8)	66,8	(166,0)

Les autres produits et charges opérationnels comprennent principalement les charges de restructuration pour 57,4 millions d'euros et les charges liées à la restructuration du parc immobilier du Groupe pour 17,4 millions d'euros.

Les principales unités globales d'activité contributrices à ces charges sont le Benelux pour 31,2 millions d'euros, la zone Ibérique et Amérique du Sud pour 12,6 millions d'euros, la France pour un montant de 10,0 millions d'euros et le Royaume-Uni pour 7,9 millions d'euros.

L'année précédente, le principal impact de la période sur le résultat opérationnel correspondait à la finalisation de l'accord conclu avec les fonds de pension des entités au Royaume-Uni pour un montant de 63,6 millions d'euros (l'accord « New Deal »).

La filiale allemande du Groupe a annoncé le 23 juin 2009 un plan de restructuration de 267 salariés. Le 24 juillet 2009, la direction d'Atos Origin GmbH a informé le comité d'entreprise allemand que les hypothèses sous-jacentes à ce plan n'étaient plus valables car déterminées avant la faillite du Groupe Arcandor et ne prenant pas en compte d'éventuels développements commerciaux. Ainsi, le plan annoncé le 23 juin 2009 doit être entièrement reexaminé.

Par conséquent, le Groupe n'a comptabilisé aucune charge liée à ce plan dans les comptes arrêtés au 30 juin 2009.

Note 6 Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009	Semestre clos le 30 juin 2008	Exercice clos le 31 Décembre 2008
Charges d'intérêt sur opérations de financement	(6,9)	(14,6)	(31,2)
Intérêts financiers liés aux locations-financement	(0,2)	(1,1)	(1,0)
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	0,6	1,4	2,5
Résultat des couvertures de taux sur dettes financières	-	0,8	1,0
Coût de l'endettement financier net	(6,5)	(13,5)	(28,7)

L'endettement net moyen durant les six premiers mois de l'année 2009 était de 368,6 millions d'euros, pour un coût d'endettement net moyen de 3,5%.

Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009	Semestre clos le 30 juin 2008	Exercice clos le 31 Décembre 2008
Produits / (charges) de change et couvertures liées	0,7	(3,0)	(4,1)
Gain/ (perte) lié à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	0,8	0,2	(1,8)
Charges financières d'actualisation	(0,3)	(0,9)	(1,4)
Autres produits / (charges) financiers	(9,1)	10,7	13,2
Autres produits et charges financiers	(7,9)	7,0	5,9

Les 9,1 millions d'euros en autres charges financières sont principalement dus aux retraites et engagements assimilés (6,6 millions d'euros) et représentent la différence entre le coût des intérêts et le rendement attendu des actifs de régimes de retraite. Le rendement attendu des actifs de régimes de retraite se dégrade à cause de la baisse des rendements des actifs et d'une base d'actifs réduite.

Note 7 Charge d'impôt

La charge d'impôt de la période intermédiaire est calculée en appliquant le taux effectif attendu sur l'année complète de 27,3%.

Note 8 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués des options de souscription d'actions qui n'entraînent aucun retraitement du résultat net servant au calcul du résultat par action dilué.

La réconciliation entre le résultat par action et le résultat dilué par action est la suivante :

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2009	Semestre clos le 30 juin 2008	Exercice clos le 31 Décembre 2008
Résultat net – Part du Groupe [a]	18,0	124,7	22,6
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation [b]	69 717 453	69 711 112	69 712 178
Impact des instruments dilutifs [c]	-	117 930	74 279
Nombre moyen pondéré dilué d'actions [d]=[c]+[b]	69 717 453	69 829 042	69 786 457
Résultat net par action en euros [a]/[b]	0,26	1,79	0,32
Résultat net par action dilué en euros [a]/[d]	0,26	1,79	0,32

Le nombre total moyen d'options de souscription d'actions non exercées sur la première moitié de l'année 2009 s'élève à 8 363 364 options ; aucune action n'a d'effet dilutif sur le résultat net par action.

Note 9 Goodwill

(en millions d'euros)	31 Décembre 2008	Acquisitions/ dépréciations	Cessions	Autres	Variations de change	30 Juin 2009
Valeur brute	1 995,7	3,2	(1,4)	-	78,6	2 076,1
Perte de valeur	(484,6)	-	1,1	-	(28,2)	(511,7)
Valeur nette	1 511,1	3,2	(0,3)	-	50,4	1 564,4

Le goodwill est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) identifiées selon les secteurs géographiques indiqués dans la Note 2 comme le recommande la norme IFRS 8.

L'adoption de la norme IFRS 8 en remplacement de la norme IAS 14 depuis le 1^{er} janvier 2009 n'a pas eu pour conséquence une réallocation du goodwill entre les Unités Génératrices de Trésorerie.

Les tests de dépréciation opérés dans le cadre des états financiers intermédiaires sont basés sur la même méthodologie qu'en fin d'année dernière mais restent limités aux Unités Génératrices de Trésorerie pour lesquelles un évènement exceptionnel a nécessité un nouveau calcul de leur juste valeur.

Au cours du semestre, les opérations du Groupe sur certaines zones géographiques ont été impactées par la détérioration de l'environnement économique (les Pays-Bas, l'Espagne et la France) ou par une défaillance d'un client important (Arcandor en Allemagne).

Par conséquent, les tests de dépréciation pour ces Unités Génératrices de Trésorerie ont été mis à jour. Ainsi, le résultat n'a pas conduit à comptabiliser une dépréciation dans les comptes de juin 2009. Néanmoins, de nouvelles évolutions défavorables de l'environnement économique pourraient changer cette évaluation, laquelle sera revue en détail lors de la clôture annuelle 2009.

Au cours des six derniers mois, le bilan du Groupe a été significativement impacté par la baisse de la parité de la livre sterling par rapport à l'euro. La principale conséquence a été l'augmentation du goodwill net de 47,0 millions d'euros depuis décembre 2008.

Impact de la faillite du Groupe Arcandor dans l'Unité Génératrice de Trésorerie de l'Allemagne

En juin 2009, les opérations allemandes du Groupe ont été impactées par la faillite de son principal client, le distributeur et voyageur Groupe Arcandor connu précédemment sous le nom de Karstadt-Quelle. Le dépôt de bilan concerne en particulier :

- la vente de détail (supermarchés et magasins) : Karstadt ;
- les ventes par correspondance et par internet : Quelle et Primondo ;
- la filiale interne informatique du Groupe Arcandor : Itellium.

Thomas Cook, détenu à 52,8% par Arcandor et les activités déjà cédées par Arcandor, en particulier Neckermann, ne rentrent pas dans le périmètre de cette faillite.

Le Groupe Atos Origin a comptabilisé une charge de dépréciation de créance douteuse pour 14,4 millions d'euros, qui représente 95% de la valeur des créances à la date de cette faillite.

Arcandor est actuellement administré par un administrateur judiciaire provisoire qui est responsable de la mise en place d'un plan de redressement qui maintiendrait le Groupe Arcandor en tant qu'entité indépendante ainsi que de la présentation de ce plan aux différents tiers à l'automne 2009.

Conformément aux accords signés entre Atos Origin et l'administrateur, les services rendus par le Groupe depuis la mise en redressement judiciaire doivent être payés en avance.

En l'absence d'une décision prise par l'administrateur, le Groupe a considéré que les services informatiques actuellement fournis le sont sur la base du contrat actuel.

En conséquence de quoi, mis à part la dépréciation de la créance client mentionnée ci-dessus, le Groupe n'a enregistré aucune autre dépréciation d'actif au cours du premier semestre 2009. La situation sera réexaminée à la clôture annuelle 2009 en tenant compte de l'évolution de la situation d'Arcandor.

Au sein des opérations allemandes du Groupe, environ 500 équivalents temps pleins (ETP) travaillent pour Arcandor (260 pour Karstadt, 240 pour Quelle). La valeur nette comptable des actifs dédiés à ce client est approximativement de 16,0 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires et la marge d'Arcandor sont inclus dans l'Unité Génératrice de Trésorerie de la zone GCEMA (Europe Centrale et pays méditerranéens). Le goodwill de la zone GCEMA s'élève à 105,2 millions d'euros au 30 juin 2009.

Note 10 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Valeur brute	1 402,6	1 420,9
Coûts de transition	30,8	24,4
Dépréciation	(40,5)	(27,3)
Valeur nette de l'actif	1 392,9	1 418,0
Avances et acomptes reçus	(8,3)	(14,0)
Produits constatés d'avance TTC et clients créditeurs	(317,9)	(259,0)
Créances clients nettes (TTC)	1 066,7	1 145,0
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	64	63

Note 11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	163,0	285,8
SICAV monétaires	1,8	0,3
Total	164,8	286,1

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, Atos Origin peut à tout moment investir dans les SICAV monétaires ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 12 Intérêts minoritaires

(en millions d'euros)	31 Décembre 2008	Résultat 2009	Dividendes	30 Juin 2009
Atos Worldline Processing GmbH	6,6	2,2	(3,6)	5,2
Autres	4,4	-	-	4,4
Total	11,0	2,2	(3,6)	9,6

Note 13 Provisions retraites et assimilées

La provision reconnue dans les comptes du Groupe au titre des plans de retraite et assimilés s'élève à 169,6 millions d'euros.

Comme aucune variation significative des taux d'actualisation devant être utilisés pour l'évaluation des obligations de retraite conformément à la norme IAS 19 n'a été observée au cours du semestre, le Groupe a décidé de ne pas procéder à un recalcul actuariel de ses passifs de pension au 30 juin 2009.

Les mouvements comptables ont reposé sur les projections des évaluations actuarielles réalisées au 31 décembre 2008, ajustés des paiements réels de contributions ou de pensions.

L'évolution de la provision sur le semestre est la suivante :

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Montants reconnus dans les états financiers :		
Charges payées d'avance	54.7	36.5
Charges à payer	(224.3)	(221.5)
Montant total reconnu dans la situation financière	(169.6)	(185.0)

L'impact des plans à prestations définies sur le compte de résultat du Groupe peut être synthétisé de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Marge opérationnelle	(11.7)	(10.1)	(23.3)
Autres produits et charges opérationnels	1.4	63.6	16.8
Résultat financier	(6.6)	8.9	20.1
Impact total sur le résultat	(16.9)	62.4	13.6

Autres produits et charges opérationnels

Les 1,4 millions d'autres produits et charges opérationnels correspondent principalement à l'impact des restructurations aux Pays-Bas, qui réduisent les obligations de retraite et entraînent donc un gain au titre de la période.

Résultat financier

L'impact des plans de pensions sur le résultat financier du Groupe correspond à la différence entre le coût de l'actualisation et le rendement attendu des actifs des régimes de retraite, déterminé sur la base de la juste valeur des actifs à la précédente date d'évaluation et d'une hypothèse de rendement à long terme par classes d'actifs.

Cette différence a été négative de 6,6 millions d'euros au cours du premier semestre 2009, à comparer à un impact positif sur le résultat financier de 8,9 millions au titre du premier semestre 2008 et de 20,1 millions au titre de l'exercice 2008. Cette évolution est due :

- en premier lieu, au fait que les valeurs d'actifs au 31 décembre 2008 (utilisées pour la détermination du rendement financier dans le compte de résultat à fin juin 2009) aient été impactées par la crise financière et se trouvent de ce fait inférieures aux valeurs d'actifs au 30 juin 2008 et 31 décembre 2007 (utilisées pour la détermination du rendement financier au compte de résultat du second et du premier semestre 2008) ;
- en second lieu, au fait que les hypothèses de rendement attendu à long terme utilisées par le Groupe au 31 décembre 2008 ont été abaissées, ce qui s'est ajouté à l'effet de base qui a impacté le compte de résultat financier à fin juin 2009.

En conséquence, le rendement financier a été réduit significativement tandis que le coût de l'actualisation est resté comparable d'une période à l'autre.

Les positions d'ouverture et de clôture se réconcilient de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Montant reconnu en début de période	(185.0)	(387.2)
Reclassification autres passifs courants	-	2.1
Coût net périodique	(16.9)	13.6
Prestations payées / cotisations employeur	39.5	126.1
Acquisitions / cessions	-	29.2
Autres	(7.2)	31.2
Montant reconnu en fin de période	(169.6)	(185.0)

Par ailleurs, Atos Origin a finalisé un plan de refinancement à 5 ans de son fonds de pension néerlandais, une entité légale indépendante qui gère les actifs séparés du patrimoine de la société pour préfinancer le paiement futur des retraites, comme exigé par la législation.

Les accords contractuels antérieurs prévoyaient qu'Atos Origin assure un niveau permanent de couverture d'au moins 110% des obligations de retraite telles qu'évaluées selon les règles de solvabilité locales.

Selon l'accord signé le 15 juillet 2009, la clause des 110% est suspendue pour 5 ans, et Atos Origin s'est engagé sur les contributions suivantes :

- les cotisations (actuellement partagées à 55%-45% entre Atos Origin et ses salariés) sont augmentées de 23% à 26% entre 2010 et 2013 (le coût additionnel pour Atos Origin sera compris entre 3,5 et 6,5 millions d'euros annuellement tenant compte de la partie supportée par les salariés) ;
- Atos Origin fera trois cotisations exceptionnelles de 10,0 millions d'euros chacune en 2011, 2012 et 2013 ;
- Atos Origin accordera un prêt au fonds de pension en trois octrois successifs de 7,5 millions d'euros chacun, en 2011, 2012, et 2013, son remboursement étant subordonné au rétablissement du ratio de couverture du fonds de pension.

Si le ratio de couverture financière devait tomber en dessous d'une trajectoire menant à un ratio de 105% au 31 décembre 2013, ces paiements peuvent être augmentés jusqu'à un maximum annuel de 9,0 millions d'euros par an entre 2010 et 2013. De la même manière, ces paiements peuvent être réduits (sauf 15,0 millions de cotisations exceptionnelles) si le ratio de couverture passe au-dessus d'une trajectoire conduisant à un ratio de 117,5% au 31 décembre 2013.

Atos Origin a également renforcé sa collaboration avec le fonds de pension en matière de pilotage et de stratégie d'investissement. Cette collaboration renforcée a d'ores et déjà conduit à une réduction significative des actifs problématiques détenus par le fonds de pension, au titre desquels une reconnaissance immédiate de 30,9 millions de pertes actuarielles avait été constatée au 31 décembre 2008. En particulier, plus de 80% des hedge funds ont été vendus au cours du premier semestre 2009, pour une valeur totale de 128,6 millions d'euros, significativement supérieure à leur valeur résiduelle de 74,3 millions d'euros telle qu'estimée après les dépréciations constatées au 31 décembre 2008. Les actifs problématiques représentent désormais moins de 10% du portefeuille total du fonds de pension néerlandais au 30 juin 2009. Atos Origin a décidé de continuer à observer l'évolution de la situation tout au long de l'exercice 2009 avant de revoir les dépréciations constatées en 2008.

Au Royaume-Uni, Atos Origin a continué son programme de réduction des risques au travers notamment de ventes d'actions en juin 2009, et d'investissements en obligations privées.

Note 14 Provisions

(en millions d'euros)	31 Décembre 2008	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (a)	30 Juin 2009	Courantes	Non courantes
Réorganisation	53,0	31,6	(32,9)	(4,0)	(7,3)	40,4	40,4	-
Rationalisation	21,4	17,5	(4,3)	(3,0)	7,2	38,8	8,3	30,5
Engagements sur projets	38,0	5,4	(4,8)	(5,4)	2,4	35,6	35,6	-
Risques et litiges	83,6	3,8	(13,5)	(3,4)	4,0	74,5	-	74,5
Total provisions	196,0	58,3	(55,5)	(15,8)	6,3	189,3	84,3	105,0

a) Les autres variations représentent principalement les écarts de conversion résultant de la conversion des provisions des entités situées en dehors de la zone Euro et les variations de périmètre de consolidation.

Litige avec un ancien membre du Directoire

Le 24 juin 2009, par la voie de son conseil, M. Philippe Germond a assigné le Groupe devant le tribunal de commerce de Nanterre.

M. Germond fonde sa demande sur une prétendue révocation sans cause ce qui lui ouvrirait droit, selon lui, au paiement d'une indemnité de EUR 3,9 millions.

Ainsi que précédemment évoqué dans le Document de Référence 2008, le conseil de surveillance avait décidé, le 11 décembre 2008, de ne pas faire droit à la demande d'indemnité de M. Germond après avoir procédé à une étude approfondie de la situation en droit et obtenu une opinion de conseils externes. En conséquence, aucune provision n'a été passée dans les comptes du Groupe pour 2009.

Note 15 Passifs financiers

(en millions d'euros)	30 Juin 2009			31 Décembre 2008		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Contrats de location financement	4,3	2,6	6,9	7,6	3,3	10,9
Prêts bancaires	2,0	244,8	246,8	4,5	294,8	299,3
Titrisation	176,6	-	176,6	198,7	-	198,7
Autres passifs financiers	47,1	15,0	62,1	65,8	15,4	81,2
Total passifs financiers	230,0	262,4	492,4	276,6	313,5	590,1

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles sous contrats de location financement s'élève à 10,1 millions d'euros.

Echéancier des passifs financiers non courants

(en millions d'euros)	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Plus 5 ans	Total
Contrats de location financement	1,5	0,5	0,2	0,2	0,2	2,6
Prêts bancaires	0,1	240,3	0,5	0,5	3,4	244,8
Autres passifs financiers	4,3	4,7	3,5	2,5		15,0
Passifs financiers à long terme au 30 Juin 2009	5,9	245,5	4,2	3,2	3,6	262,4
Passifs financiers à long terme au 31 Décembre 2008	5,8	5,1	295,2	4,0	3,4	313,5

Variations de l'endettement net sur l'exercice

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2009	Semestre clos le 30 juin 2008
Endettement net en début de période	304,0	338,0
Souscription de nouveaux emprunts	9,4	128,8
Remboursement d'emprunts à long et moyen terme	(74,7)	(31,5)
Variation de trésorerie à court terme	117,2	131,5
Nouveaux contrats de location financement	4,5	2,0
Emprunts à long et moyen terme des sociétés cédées au cours de l'exercice	-	(48,9)
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen terme	(6,5)	14,2
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	-	4,0
Autres mouvements liés aux opérations de financement	(26,3)	(23,9)
Endettement net en fin de période	327,6	514,2

Trésorerie nette et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Trésorerie et équivalent de trésorerie	164,8	286,1
Découverts	(9,3)	(24,2)
Disponibilité et équivalents de trésorerie	155,5	261,9

Note 16 Juste valeur et caractéristiques des instruments financiers

(en millions d'euros)	30 Juin 2009		31 Décembre 2008	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de change à terme	2,3	(4,7)	1,7	(9,1)
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	-
S'analysant comme :				
Non Courants	1,4	(3,7)	1,0	(6,1)
Courants	0,9	(1,0)	0,7	(3,0)

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les contreparties bancaires.

La désignation des instruments par monnaie étrangère se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Instruments	30 Juin 2009		31 Décembre 2008	
		Juste valeur	Nominal	Juste valeur	Nominal
Couverture de flux de trésorerie					
	Taux d'intérêt				
	Swaps	-	-	-	-
	Change	-	-	-	-
	Contrats à terme en USD	0,6	48,9	(1,3)	35,0
	Contrats d'options USD	0,3	10,9	1,4	16,7
	Contrats à terme en CAD	0,3	9,2	(0,2)	11,8
	Contrats à terme en GBP	(2,0)	30,1	(5,7)	24,0
	Contrats d'options GBP	0,5	16,0	0,3	13,3
	Contrats à terme en INR	(2,6)	54,5	(1,9)	38,6
	Contrats à terme en PLN	0,1	6,8	-	-
	Contrats à terme en CNY	0,4	7,6	-	-
Transactions					
	Change	-	-	-	-
	Contrats à terme en USD	0,0	0,3	0,0	1,9

Note 17 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Dettes fournisseurs	508,6	500,8
Dettes fournisseurs d'immobilisations	9,3	16,0
Total	517,9	516,8

L'échéance des dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Note 18 Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Avances et acomptes reçus sur commandes clients	8,3	14,0
Personnel et comptes rattachés	271,1	302,7
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	184,9	206,8
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	153,7	177,8
Produits constatés d'avance	288,5	227,8
Autres dettes d'exploitation	101,8	110,3
Total	1 008,3	1 039,4

L'échéance des autres passifs courants est à moins d'un an à l'exception des produits constatés d'avance dont l'échéance peut varier en fonction des termes spécifiques des contrats.

Note 19 Engagements hors bilan

Engagements contractuels

(en millions d'euros)	Echéance				31 Déc. 2008
	30 Juin 2009	- 1 an	1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Prêts Bancaires	246,8	2,0	241,4	3,4	299,3
Contrats de location financement	6,9	4,3	2,4	0,2	10,9
Comptabilisés au bilan	253,7	6,3	243,8	3,6	310,2
Contrats de location simple (terrains, constructions et agencements)	494,2	141,5	290,9	61,8	461,3
Contrats de location matériel informatique	15,7	11,3	4,4	-	23,0
Contrats de location autres immobilisations	119,9	46,2	73,7	-	125,1
Oligations d'achats irrévocables (>5 ans)	21,5	20,5	1,0	-	21,2
Engagements	651,3	219,5	370,0	61,8	630,6
Total	905,0	225,8	613,8	65,4	940,8

Engagements commerciaux

(en millions d'euros)	30 Juin 2009	31 Décembre 2008
Garanties bancaires	80,7	85,8
Garanties de Performance	1 338,0	1 232,7
Nantissements	-	-
Total	1 418,7	1 318,5

Pour divers contrats à long terme, le Groupe émet des garanties de performance à ses clients. Ces garanties limitées s'élèvent à 1 338,0 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 1 232,7 millions au 31 décembre 2008.

Note 20 Evènements postérieurs à la date de clôture.

Aucun évènement significatif n'est apparu depuis le 30 juin 2009.

9 EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE

Les actions du Groupe Atos Origin sont cotées au Marché Eurolist de Paris (France) sous le code Euroclear 5173 ISIN FR0000051732. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995 et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Atos Origin SA est la seule société cotée du Groupe.

9.1 TRANSACTIONS DES TITRES (EURONEXT)

Nombre de titres	: 69 717 453
Classification sectorielle	: Technologie de l'Information
Indice principal	: CAC AllShares
Autres indices	: CAC IT, CAC IT20, CAC Mid 100, Euronext 100, SBF120
Marché	: Eurolist segment A
Place de cotation	: Euronext Paris (France)
Code	: ATO (Euronext)
Code ISIN	: FR0000051732
Eligibilité PEA / SRD	: Oui / Oui

9.2 CAPITAL SOCIAL

9.2.1 Capital social au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, le capital s'élevait à 69,7 millions d'euros, divisé en 69 717 453 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Il n'y a pas eu de modification du capital depuis le 31 décembre 2008.

Transactions	Nombre d'actions émises	Capital (en millions d'euros)	Prime d'émission (en millions d'euros)	Total (en millions d'euros)
Au 31 décembre 2008	69 717 453	69,7	1 409,7	1 479,5
Au 30 juin 2009	69 717 453	69,7	1 409,7	1 479,5

9.2.2 Répartition du capital

Principaux actionnaires

Les principaux changements dans la répartition du capital social au cours du premier semestre 2009 ont été les suivants :

En nombre d'actions	30 juin 2009		31 décembre 2008	
	Actions	%	Actions	%
PAI Partners	15 765 838	22,6 %	15 765 838	22,6 %
Centaurus Capital	1 332 140	1,9 %	3 492 119	5,0 %
Pardus Capital	7 000 004	10,0 %	7 000 004	10,0 %
Directoire	-	-%	33 785	0,0 %
Conseil de Surveillance	-	-%	10 721	0,0 %
Conseil d'Administration	15 738	0,1 %	-	- %
Total dirigeants	15 738	0,1 %	44 506	0,1 %
Salariés	2 088 329	3,0 %	2 119 700	3,0 %
Autocontrôle	948 188	1,4 %	1 111 293	1,6 %
Public	42 567 216	61,0 %	40 183 993	57,7 %
Total	69 717 453	100,0%	69 717 453	100,0%

La détention des actions du Groupe par les salariés correspond aux Fonds Communs de Placement, aux Plans d'Epargne Entreprise et à la détention d'actions gratuites. La gestion est effectuée au travers du fonds commun de placement Groupe.

Franchissements de seuils

La Société a été informée des franchissements de seuil suivants au cours du premier semestre 2009.

	Date de déclaration	Actions	% intérêt (a)	% droits de vote (b)
Centaurus Capital LP (à la baisse)	06/01/2009	3 493 119	5,01%	5,01%
Centaurus Capital LP (à la baisse)	31/03/2009	3 459 358	4,96%	4,93%
Centaurus Capital LP (à la baisse)	09/04/2009	2 785 604	3,99%	3,99%
Centaurus Capital LP (à la baisse)	22/04/2009	1 982 296	2,84%	2,84%
Centaurus Capital LP (à la baisse)	21/05/2009	1 332 140	1,91%	1,91%

(a) Sur la base du capital à cette date

(b) Sur la base du capital à cette date excluant les actions d'autocontrôle

Aucun pacte d'actionnaires n'a été notifié à la société pour dépôt auprès des autorités boursières et, à la connaissance de la Direction du Groupe, il n'existe aucune action de concert ou pacte d'actionnaires, ni aucun autre accord similaire.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative sur le capital de la société.

9.2.3 Effet potentiel futur du capital

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2008	7 153 540
Options de souscription d'actions attribuées au 1 ^{er} semestre 2009	1 835 000
Options de souscription d'actions exercées au 1 ^{er} semestre 2009	
Options de souscription d'actions déchues au 1 ^{er} semestre 2009	-11 148
Options de souscription d'actions périmées au 1 ^{er} semestre 2009	-13 000
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2009	8 964 392

Au cours du premier semestre 2009, 1 835 000 options de souscription d'actions ont été attribuées aux membres du Comité Exécutif ainsi qu'à des cadres dirigeants.

Les options de souscription d'actions peuvent également être attribuées de façon exceptionnelle dans le cadre de recrutements spécifiques de cadres dirigeants clés.

Le Groupe a parallèlement signé un plan de participation dérogatoire sur les comptes 2009, qui sera versée en 2010, applicable à au moins 90 % des salariés des filiales françaises de la Société Atos Origin SA.

Sur le premier semestre 2009, un nombre total de 24 148 options de souscription d'actions ont été annulées et aucune option n'a été exercée.

Sur la base de 69 717 453 actions émises, le capital social pourrait être augmenté de 8 964 392 nouvelles actions, soit 11,4% du capital social après dilution. Cette dilution interviendrait uniquement par l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés, tel que détaillé ci-après.

Nombre d'actions	30 juin 2009	31 déc. 2008	Variation	% dilution	Millions d'euros
Nombre d'actions existantes	69 717 453	69 717 453			
Options de souscription d'actions	8 964 392	7 153 540	1 810 852	11,4%	349,5
Total salariés	8 964 392	7 153 540	1 810 852	11,4%	349,5
Total du capital potentiel	78 681 845	76 870 993	1 810 852		

L'exercice de la totalité des options de souscription d'actions aurait pour effet d'augmenter les capitaux propres consolidés de 350 millions d'euros et le capital social de 9 millions d'euros.

Cependant, 80% des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ont des conditions d'exercice supérieures au cours de bourse de l'action Atos Origin au 30 juin 2009 (24,155 euros).

Autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées

Au regard des résolutions votées par l'Assemblée Générale annuelle du 26 mai 2009, les autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées sont les suivantes :

Autorisation en euros	Montant des autorisations en nominal	Utilisation des autorisations en nominal	Solde non utilisé en nominal	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 26/05/2009 11 ^{ème} résolution Augmentation de capital Avec droit préférentiel de souscription (*)	20 915 236		20 915 236	26/07/2011
A.G.E. 26/05/2009 12 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription (*)	10 000 000		10 000 000	26/07/2011
A.G.E. 26/05/2009 14 ^{ème} résolution Augmentation de capital en cas d'offre publique d'échange (*)	10 000 000		10 000 000	26/07/2011
A.G.E. 26/05/2009 15 ^{ème} résolution Augmentation de capital par apport en nature (*)	6 971 745		6 971 745	26/07/2011
A.G.E. 26/05/2009 17 ^{ème} résolution Augmentation de capital par Incorporation de réserves, primes et bénéfices	1 573 698 000		1 573 698 000	26/07/2011
A.G.E. 26/05/2009 18 ^{ème} résolution Augmentation de capital réservée aux salariés	4 183 047		4 183 047	26/07/2011
A.G.E. 26/05/2009 19 ^{ème} résolution Options de souscription d'actions	2 091 523		2 091 523	26/07/2011

(*) Dans la limite globale de 20 915 236 euros pour les autorisations cumulées des 11^{ème} à 15^{ème} résolutions.

Le nombre total d'actions potentielles à émettre autorisé est de 1 598 796 283 actions nouvelles.

L'autorisation suivante d'annuler des actions représente 10% du capital social en juin 2005.

Autorisation en euros	Montant des autorisations en nominal	Utilisation des autorisations en nominal	Solde non utilisé en nominal	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 03/06/2005 12 ^{ème} résolution Réduction de capital	6 716 075		6 716 075	Assemblée approuvant les comptes au 31/12/2009
Capital social			6 716 075	

9.3 DIVIDENDES

Au cours de l'Assemblée Générale tenue le 26 mai 2009, les actionnaires ont approuvé la résolution proposée par le Conseil d'Administration de ne pas verser de dividendes en 2009 au titre de l'exercice 2008.

9.4 PERFORMANCE BOURSIERE

9.4.1 Volumes de transactions mensuelles et trimestrielles

Au 30 juin 2009, le Groupe présentait une capitalisation boursière de 1,7 milliard d'euros, sur la base d'un cours à cette date de 24,155 euros et de 69 717 453 actions émises.

Source : Euronext	Cours plus haut	Cours plus bas	Cours de clôture	Cours moyen pondéré	Nombre de de titres échangés	Capitaux échangés
	(en euros par action)				(en milliers d'actions)	(en milliers d'euros)
Janvier	20,1	16,5	18,6	18,1	5 247	94 715
Février	21,5	18,1	19,3	20,0	5 618	112 148
Mars	21,5	17,1	19,3	19,5	4 898	95 653
1^{er} trimestre 2009					15 763	302 515
Avril	24,4	19,2	23,5	22,5	6 481	145 518
Mai	26,9	20,3	23,6	23,8	8 255	196 548
Juin	26,3	22,4	24,2	24,1	7 856	189 703
2^{ème} trimestre 2009					22 592	531 769
% du capital échangé sur la période			55%		38 355	834 284

Le nombre moyen journalier d'actions échangées sur les six premiers mois de l'année 2009 a été de 300 533 en baisse de 58% par rapport au premier semestre de l'année 2008 (-46% par rapport à la moyenne annuelle 2008). Le volume moyen de transactions mensuelles sur les six premiers mois de l'exercice 2009 s'est élevé à 139 millions d'euros, 73% moins élevé que le niveau atteint au premier semestre 2008 (-65% par rapport à la moyenne annuelle 2008).

10 RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

10.1 COMMUNICATION

L'objectif du Groupe est d'informer régulièrement et clairement l'ensemble de ses actionnaires, qu'ils soient institutionnels ou individuels, en veillant à l'homogénéité et à la transparence de l'information, par la distribution de documents d'information, notre site Internet et des rencontres personnalisées afin d'offrir à tous un même niveau d'information.

10.2 CONTACTS

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, s'adresser à :

Gilles Arditti
Tel. : + 33 (0) 1 55 91 28 83
E-mail : gilles.arditti@atosorigin.com

Azzedine Hamaïli
Tél: +33 (0)1 55 91 25 34
E-mail: azzedine.hamaili@atosorigin.com

Ou en envoyant une demande d'information à investors@atosorigin.com

10.3 DOCUMENTATION

La Société met à la disposition de ses actionnaires, outre le rapport semestriel, édité en français et en anglais :

- Un rapport annuel
- Des annonces trimestrielles de chiffre d'affaires et une revue de l'activité
- Des informations générales sur le site web www.atosorigin.com
- Des communiqués de presse, via le site web ou via la base de données de l'AMF

Les documents juridiques (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des Commissaires aux Comptes,...) peuvent être consultés à la Direction Juridique sur rendez-vous, au siège social d'Atos Origin.

10.4 REGISTRE

La Société Générale assure le service du titre Atos Origin.

10.5 CALENDRIER FINANCIER

Calendrier 2009

- | | |
|-------------------|--|
| ▪ 16 octobre 2009 | ▪ Chiffre d'affaires 3 ^{ème} trimestre 2009 |
| ▪ 17 février 2010 | ▪ Chiffre d'affaires 4 ^{ème} trimestre 2009 et résultats annuels 2009 |
-

10.6 ACTUALISATION DU DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL

En application de l'Article 221-1-1 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), la liste suivante présente les informations financières publiées ou rendues publiques par Atos Origin depuis le 1^{er} janvier 2006.

Le présent document de référence a été rédigé en français et traduit en anglais dans son intégralité.

Document	Date d'émission	Source
Rapports financiers		
▪ Rapport semestriel 2009	31/07/09	
▪ Rapport annuel 2008	9/04/2009	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2008	29/07/08- 28/08/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2007	29/02/08-09/04/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2007	01/08/07-28/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2006	28/02/07-06/04/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2006	06/09/06-30/10/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2005	08/03/06-15/05/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
Communiqués financiers		
▪ Résultats semestriels 2009	29/07/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2008	18/02/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2008	29/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2007	15/02/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2007	01/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2006	28/02/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2006	06/09/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2005	08/03/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2009	15/04/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2008	05/02/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2008	31/10/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2008	29/07/08	
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2008	30/04/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2007	31/01/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2007	15/11/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2007	01/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2007	14/05/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2006	05/02/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2006	31/10/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2006	18/07/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2006	28/04/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2005	31/01/06	Site web Atos Origin
Présentations financières		
▪ Résultats semestriels 2009	29/07/09	Site web Atos Origin
▪ Résultat annuels 2008	18/02/09	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2008	29/07/08	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2007	15/02/08	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2007	01/08/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats opérationnels 2006 et plan de transformation	05/02/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2006	28/02/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2006	06/09/06	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2005	08/03/06	Site web Atos Origin

Document	Date d'émission	Source
Autres communications financières		
▪ Programme de rachat d'actions	02/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	30/06/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	30/05/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Mise en place d'un plan d'actionnariat salarié	18/09/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Mise en œuvre du programme de rachat d'actions	08/03/06-31/05/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
Assemblées Générales d'Actionnaires		
▪ Présentation à l'Assemblée Générale 2008	26/05/09	Site web Atos Origin
▪		
▪ Présentation à l'Assemblée Générale 2007	12/06/08	Site web Atos Origin
▪		
▪ Présentation à l'Assemblée Générale 2006	23/05/07	Site web Atos Origin
▪ Procès-verbal de l'A.G. 2007 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	12/06/08	Siège social du Groupe
Procès-verbal de l'A.G. 2006 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	23/05/07	Siège social du Groupe
▪ Présentation à l'Assemblée Générale 2005	23/05/06	Site web Atos Origin
Procès-verbal de l'A.G. 2005 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	23/05/06	Siège social du Groupe
Etats financiers		
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2009	31/07/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2008	18/02/09-09/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2008)	09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2008	29/07/08-28/08/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2007	29/02/08-09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2007)	29/02/08-09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1 ^{er} semestre 2007	01/08/07-28/08/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2006	28/02/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2006)	28/02/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1 ^{er} semestre 2006	20/10/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2005)	07/03/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
Rapports des Commissaires aux Comptes		
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2009	31/07/09	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2009	31/07/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence

Document	Date d'émission	Source
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre de fin de travaux des Commissaires aux Comptes sur le Document de référence 2008	08/04/09	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2008	29/07/08	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2008	29/07/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés de 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance (2007)	08/04/08	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Document de référence 2007	08/04/08	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Rapport semestriel 2007	28/08/07	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2007	28/08/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées et engagements de 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur le rapport préparé par le Président du Conseil de Surveillance de 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Document de référence 2006	06/04/07	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Rapport semestriel 2006	30/10/06	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2006	19/09/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Document de référence 2005	12/05/06	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées de 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires sur le rapport préparé par le Président du Conseil de Surveillance de 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Document de référence

Document	Date d'émission	Source
Déclarations		
▪ Déclaration d'opérations sur titres réalisées par les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	22/05/06-23/05/06- 7/06/06-26/06/07- 8/08/07-07/05/08- 15/05/08-16/05/08- 22/05/08-24/06/08	Site web AMF / Document de référence
▪ Mise en œuvre d'un contrat de liquidité	27/02/06-17/01/08- 02/07/08	Site web AMF
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2008	09/04/09	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2007	29/02/08-09/04/08	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2006	28/02/07-06/04/07	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2005	15/05/06	Site web AMF / Document de référence
▪ Contrat de liquidité – déclaration semestrielle	06/07/06-05/01/07	Site web AMF

Sites internet:

- Atos Origin www.atosorigin.com
- AMF www.amf-france.org > Décisions et informations financières > Communiqués des sociétés
- BALO www.journal-officiel.gouv.fr

11 RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

11.1 PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DE SON ACTUALISATION

Thierry Breton

Président Directeur-Général

11.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DE SON ACTUALISATION

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité (ci-joint) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2009, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les comptes consolidés semestriels résumés présentés dans l'actualisation du Document de Référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux. Ce rapport contient les observations suivantes :

« Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2 « Information sectorielle » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés relative à la première application de la norme IFRS 8,
- la note 9 « Goodwill » qui présente les résultats des tests de dépréciation réalisés par la société, sur les goodwill de certaines unités génératrices de trésorerie au 30 juin 2009. »

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008, présentés dans le Document de Référence déposé le 9 avril 2009 auprès de l'AMF sous le numéro D.09-251 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 83 dudit document. Ce rapport contient l'observation suivante : « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés qui énonce qu'Atos Origin a comptabilisé une charge pour perte de valeur de goodwill sur l'exercice 2008 ».

Les comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 161 dudit document. Ce rapport fait l'objet d'une information relative au changement de principe comptable effectué pour appliquer au 1^{er} janvier 2008 le règlement n°2008-15 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux plans d'options d'achat d'actions.

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, présentés dans le Document de Référence déposé le 6 avril 2007 auprès de l'AMF sous le numéro D.07-302 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 68 dudit document. Ce rapport contient l'observation suivante : « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés concernant la charge pour perte de valeur du goodwill comptabilisée sur l'exercice 2006 ».

Thierry Breton

Président Directeur-Général

11.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Commissaires aux Comptes	Suppléants
Grant Thornton Jean-Pierre Colle et Vincent Frambourt	Cabinet IGEC, 3, rue Léon Jost, 75017 Paris
<ul style="list-style-type: none">• Nommé le 12 juin 2008 pour une durée de 6 ans• Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013	<ul style="list-style-type: none">• Nommé le 12 juin 2008 pour une durée de 6 ans• Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013
Deloitte & Associés Jean-Paul Picard and Jean-Marc Lumet	Cabinet B.E.A.S., 7/9, Villa Houssay 92200 Neuilly-sur-Seine
<ul style="list-style-type: none">• Nommé le 23 mai 2006 pour une durée de 6 ans• Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011	<ul style="list-style-type: none">• Nommé le 23 mai 2006 pour une durée de 6 ans• Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

12 COMMUNIQUÉ DE PRESSE RELATIFS AUX RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2009

**Chiffre d'affaires à 2 589 millions d'euros;
Marge opérationnelle à 118 millions d'euros soit 4,6% du chiffre d'affaires grâce aux
premiers effets du programme TOP
Prises de commandes à 2 903 millions d'euros, en croissance de +10%**

- **Ratio prises de commandes sur facturations à 112%**
- **Carnet de commandes total à 7,5 milliards d'euros (soit 1,5 année de chiffre d'affaires) ; en croissance de +3%**
- **Résultat net ajusté – Part du Groupe de 74 millions d'euros**
- **Endettement net à 328 millions d'euros comparé à 514 millions d'euros au 30 juin 2008.**

Confirmation des objectifs annuels : chiffre d'affaires en légère décroissance organique, taux de marge opérationnelle en progression de 50 à 100 points de base par rapport à 2008 et cash flow positif.

PARIS – 29 juillet 2009 – Atos Origin, l'un des leaders européens des services informatiques, a annoncé aujourd'hui ses résultats du premier semestre 2009. Le chiffre d'affaires semestriel s'est élevé à 2 589 millions d'euros représentant une légère décroissance organique de -2,4%. La marge opérationnelle a été de 118 millions d'euros représentant 4,6% du chiffre d'affaires. Ce chiffre a été atteint malgré une charge de 14 millions d'euros enregistrée à la suite de la mise en redressement du client Arcandor. Excluant cette provision, la marge opérationnelle est en augmentation de 50 points de base par rapport au premier semestre 2008.

Commentant les résultats du premier semestre 2009, Thierry Breton, Président-Directeur Général d'Atos Origin a déclaré: « *Au cours du premier semestre 2009, le Groupe a réagi de manière très volontariste à la dégradation de l'environnement économique afin de maîtriser très rigoureusement sa base de coûts et d'améliorer sa rentabilité. A cet égard, la mise en place du programme TOP s'est directement traduite par une amélioration de la performance opérationnelle de l'ordre de 50 points de base. Les effets en année pleine du programme TOP et sa poursuite au cours du deuxième semestre permettent de confirmer l'objectif annuel d'amélioration de la marge opérationnelle en 2009 de 50 à 100 points de base.* »

Chiffre d'affaires par ligne de services

L'activité **Conseil** a continué de reculer au cours du deuxième trimestre 2009. Le chiffre d'affaires s'est établi à **133 millions d'euros** pour le premier semestre 2009 en baisse organique de -22,6%. Conformément à ce que le Groupe avait annoncé en avril dernier, les conditions difficiles de marché se sont poursuivies et de grands clients ont reporté des décisions d'investissement.

L'Intégration de Systèmes a enregistré un chiffre d'affaires de **974 millions d'euros** en décroissance organique de -9,3%. Cette activité a été impactée par une baisse au Benelux (-19,1%) pénalisée par une forte diminution de la demande, et par la zone Iberia / Amérique du Sud (-11,9%) qui évolue dans un environnement économique difficile. En revanche, cette baisse a pu être limitée au Royaume-Uni (-2,9%), en France (-5,4%) et en Allemagne Europe centrale / EMA (-6,5%).

En **Infogérance**, le chiffre d'affaires s'est élevé à **1 482 millions d'euros** en croissance organique de +5,4%. L'Infogérance d'Infrastructures a cru de +5,1% à 974 millions d'euros, les Services Transactionnels de Haute Technologie (antérieurement « *On-Line Services* ») ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de +6,6% à 434 millions d'euros et le BPO médical a connu une croissance de +2,3% pour atteindre 74 millions d'euros.

Chiffre d'affaires par entité opérationnelle (Global Business Unit)

En application de la norme IFRS 8, le Groupe présente désormais la segmentation géographique selon son pilotage opérationnel, c'est-à-dire par entité opérationnelle (GBU - Group Business Unit), et non plus en fonction de la seule géographie.

L'évolution du chiffre d'affaires par entité opérationnelle pour le premier semestre 2009 a été très contrastée :

- le Royaume-Uni et Atos Worldline ont connu des taux de croissance organique supérieurs respectivement à +6% et +5% ;
- la France et le Reste du monde ont enregistré une baisse inférieure à -2% ;
- l'Allemagne Europe centrale / EMA et Iberia / Amérique du sud ont décliné respectivement de -5,2% et de -6,9% ;
- le Benelux a baissé de plus de -11%.

Performance opérationnelle

Au premier semestre 2009, la marge opérationnelle a atteint **118 millions d'euros, soit 4,6% du chiffre d'affaires** au même niveau que celui réalisé au premier semestre 2008.

Dans un environnement économique particulièrement difficile, le Groupe est parvenu à améliorer sa profitabilité opérationnelle de 50 points de base par rapport au premier semestre 2008 si l'on exclut l'impact Arcandor.

Cette performance a pu être réalisée grâce à l'amélioration de la marge opérationnelle :

- au Royaume-Uni sur toutes les lignes de services (8,2% du chiffre d'affaires par rapport à 6,3% au premier semestre 2008) ;
- en France, où le taux de marge opérationnelle est passé de 2,3% à 3,5% essentiellement grâce à l'intégration de Systèmes qui a réalisé une marge de 2,1% contre 0,2% pour les six premiers mois de l'année 2008 ;
- dans le Reste du Monde avec une profitabilité qui est passée de 1,0% à 5,1% du chiffre d'affaires.

Ces améliorations ont permis de compenser, d'une part, la diminution de marge au Benelux liée à la forte baisse de chiffre d'affaires en Intégration de Systèmes et dans le Conseil, et d'autre part, à l'impact Arcandor comptabilisé en Allemagne Europe Centrale pour 14 millions d'euros qui a pesé pour 50 points de base sur la marge du Groupe au premier semestre.

Atos Worldline a accru sa profitabilité avec 14,7% tandis que la zone Iberia / Amérique du Sud est passée d'un taux de marge opérationnelle de 4,2% à 1,3% du chiffre d'affaires.

Les coûts des Fonctions Globales (hors coûts des lignes de services) ont diminué de 12% pour représenter 33,9 millions d'euros par rapport à 38,4 millions d'euros au premier semestre 2008.

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'est établi à **42 millions d'euros** après 75 millions d'euros de charges de réorganisation et rationalisation principalement dans les pays les plus importants du Groupe en Europe. Le résultat financier représente une charge de 14 millions d'euros, la charge d'impôt s'est élevée à 8 millions d'euros représentant un taux effectif de 27,3% et les intérêts minoritaires se sont élevés à 2 millions d'euros. Ainsi, le résultat net part du Groupe a été de 18 millions d'euros par rapport à 125 millions d'euros au premier semestre 2008 qui avait bénéficié de l'impact positif provenant de l'accord sur les retraites signé au Royaume-Uni (64 millions d'euros) et de faibles charges de restructuration (6 millions d'euros).

Le résultat net normalisé (part du Groupe, avant éléments inhabituels, anormaux ou irréguliers, nets d'impôt) s'est élevé à **74 millions d'euros** au même niveau que celui du premier semestre 2008.

Endettement net

L'endettement net s'est établi à **328 millions d'euros** à fin juin 2009 par rapport à 304 millions d'euros au 31 décembre 2008 et 514 millions d'euros à fin juin 2008. Ce montant comprend les décaissements effectués dans le cadre des réorganisations et rationalisations pour un montant total de 70 millions d'euros. Au cours du premier semestre 2009, les investissements se sont élevés à 107 millions d'euros représentant 4,1% du chiffre d'affaires, en baisse par rapport aux 139 millions d'euros au premier semestre 2008 qui avaient représenté 4,8% du chiffre d'affaires.

Dans le cadre du Programme TOP, des actions énergiques ont été conduites afin de réduire le besoin en fonds de roulement, en particulier le recouvrement des créances clients où le nombre de jours à fin juin a été réduit de 9 jours par rapport au 30 juin 2008. L'augmentation saisonnière du besoin en fonds de roulement sur la première partie de l'année a ainsi été fortement limitée.

Globalement, la consommation de trésorerie a été réduite à 24 millions d'euros pour le premier semestre 2009 par rapport à un montant de 148 millions d'euros au premier semestre 2008 (hors cession de l'Italie et régimes de retraites au Royaume-Uni).

Ressources humaines

L'effectif total du Groupe est passé de 50 975 au 31 décembre 2008 à 49 407 au 30 juin 2009. Le rythme des recrutements a diminué de moitié entre le premier et le second trimestre 2009 pour représenter un volume d'embauches de 2 000 personnes sur le premier semestre de l'année à comparer à 5 590 personnes l'année dernière sur la même période. Le taux de départ volontaire s'est fortement réduit passant de 13,6% au premier semestre 2008 à 7,5% cette année.

Le nombre de départs à l'initiative du Groupe a été supérieur à 1 300 personnes en ligne avec le plan pour l'ensemble de l'année en cours. Enfin, il est à souligner que l'adaptation des effectifs du Groupe au niveau d'activité économique s'accompagne de dispositifs ciblés volontaristes permettant de préserver le renouvellement des compétences critiques, notamment en direction des jeunes diplômés.

Le nombre de sous-traitants a été réduit de plus de 1 400 personnes, soit une diminution de 36% par rapport au niveau atteint au 31 décembre 2008. Cette baisse est d'ores et déjà supérieure à l'objectif de 1 000 personnes qui avait été fixé pour la totalité de l'année.

Activité commerciale

Le montant total des prises de commandes s'est élevé à **2 903 millions d'euros** en croissance de +10% par rapport au premier semestre 2008 (+12% à périmètre et taux de change constants). Le ratio de prises de commandes sur facturations s'est établi au premier semestre 2009 à 112% comparé à 98% au premier semestre 2008.

Au cours du second trimestre, le Groupe a renouvelé et signé de nouveaux contrats. En France, la ligne de services Infogérance a remporté une nouvelle signature avec SFR et reconduit les contrats avec Rhodia, Bouygues Télécom et BNP Paribas, le Benelux a remporté de nouvelles signatures avec l'administration fiscale néerlandaise, Ahold, ING et NXP et renouvelé des contrats d'infogérance avec ses deux plus importants clients et DSM. Au Royaume-Uni, de nouveaux contrats ont été conclus dans le secteur public (Ministère de la Justice, NHS Scotland) et dans le secteur financier ainsi que dans celui de l'énergie. Atos Worldline a renouvelé ses contrats avec Postbank et Exxon. L'Allemagne a obtenu une nouvelle signature avec E-Plus, et en Asie, le contrat avec SCB a été renouvelé en infogérance et une nouvelle signature a été enregistrée pour les Jeux de la Jeunesse à Singapour en 2010. Le Comité International Olympique a renouvelé sa confiance au Groupe pour gérer l'informatique des Jeux Olympiques de 2014 et de 2016.

Au 30 juin 2009, le carnet de commandes total s'élevait à **7,5 milliards d'euros** représentant 1,5 année de chiffre d'affaires et en croissance de +3% par rapport au 30 juin 2008.

Le montant total pondéré des propositions commerciales en cours s'élevait à **2,6 milliards d'euros** en augmentation de 400 millions d'euros par rapport au 30 juin 2008.

Programme TOP

Le programme TOP mis en place dès le mois de décembre 2008 a produit ses premiers effets au cours du premier semestre 2009. Par conséquent, le Groupe estime que les effets positifs du Programme TOP sur la marge opérationnelle s'accéléreront au cours du second semestre de l'année 2009 grâce à une plus forte réduction de la base de coûts.

En particulier, par rapport au premier semestre 2008, les dépenses de voyage (base annuelle de l'ordre de 130 millions d'euros) ont baissé de 23% au premier semestre 2009, les dépenses de loyer et de location d'équipements (base annuelle 240 millions d'euros) ont été inférieures de 17%, les charges externes (base annuelle 110 millions d'euros) de type assurance, marketing, communication, honoraires...ont été réduits de 22%.

Des actions fortes engagées au premier semestre 2009 doivent se traduire dès le second semestre de cette année par une réduction des coûts suivants : les coûts de maintenance (base annuelle de l'ordre de 260 millions d'euros), les coûts de la flotte automobile (base annuelle 80 millions d'euros) et les coûts de télécommunications (base annuelle de l'ordre de 120 millions d'euros).

Globalement, le programme TOP a eu un effet positif au premier semestre de l'ordre de 50 points de base sur la marge opérationnelle du Groupe.

Nouvelle organisation du Groupe

La nouvelle organisation du Groupe, décidée dès le mois de février 2009, a été mise en place au cours du premier semestre.

Elle se traduit notamment par diverses réorganisations internes des Fonctions Globales et des processus associés, afin d'assurer le repositionnement et le renforcement de l'autorité de ces Fonctions Globales et la mise en place des leviers nécessaires à la transformation d'Atos Origin en un Groupe global.

Durant le premier semestre 2009, divers recrutements et nominations ont permis de renouveler les équipes dirigeantes d'Atos Origin:

- Paul Bray responsable de *Global SAP*
- Francis Delacourt, en charge des Comptes Stratégiques et des Clients Internationaux ;
- Marc-Henri Desportes, responsable de l'Innovation Groupe, du Business Développement et de la Stratégie;
- Eric Grall, responsable de l'Infogérance Groupe
- Philippe Mareine, Secrétaire Général ;
- Francis Meston, responsable de l'Intégration de Systèmes Groupe ;
- Hervé Payan, en charge du Conseil Groupe et de l'entité Groupe Ventes et Marchés.

Objectifs 2009

Après un semestre d'activité, le Groupe confirme ses objectifs pour 2009 : chiffre d'affaires en légère décroissance organique, taux de marge opérationnelle en progression de 50 à 100 points de base par rapport à 2008, et cash flow positif.

13 GLOSSAIRE – DEFINITIONS

Termes et indicateurs clés de performance : Finance

- Capitaux employés opérationnels
- Courant et non-courant
- Coûts indirects
- Délai de recouvrement client
- EBITDA-EBO
- Endettement net
- Marge brute – coûts directs
- Marge opérationnelle
- Marge opérationnelle avant amortissements et dépréciation ou EBO
- Ratio d'endettement net sur capitaux propres
- Ratio de couverture d'intérêt
- Ratio de levier financier
- Résultat net normalisé

- Résultat opérationnel

- Retour sur capitaux employés
- RNPA
- RNPA normalisé

Termes relatifs à l'activité

- BPO
- CMM
- CRM
- ERP
- LAN
- MMS
- SCM
- WAN

Termes et indicateurs clés de performance : Activité

- Croissance organique du CA
- Effectif permanent et temporaire
- Effectif légal
- Effectifs directs et indirects
- Equivalents Temps Plein (ETP)
- Prises de commandes sur facturation
- Propositions commerciales
- Ratio S
- Sous-traitants et personnel intérimaire

- Taux d'utilisation et taux de non-utilisation
- Taux de départs volontaires
- Taux de rotation du personnel
- Volume de prises de commandes / commandes enregistrées
- TCV (*Total Contract Value* ou valeur contractuelle totale)

- Carnet de commandes
- Chiffre d'affaires externe

Termes relatifs au marché boursier

- Capitalisation boursière
- Capitalisation du flottant
- Consensus
- Dividendes
- Flottant
- Instruments dilutifs
- PEG (*Price Earnings Growth*)
- PER (*Price Earnings Ratio*)
- Valeur d'entreprise (EV)
- Volatilité

13.1 TERMES ET INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE : FINANCE

Marge opérationnelle. La marge opérationnelle inclut le résultat opérationnel avant plus ou moins-values de cession d'actifs, coûts de réorganisation et de rationalisation, pertes de valeur sur actifs à long terme, charge nette aux provisions pour litiges significatifs et reprise de provisions de bilan d'ouverture qui ne sont plus nécessaires.

Résultat opérationnel. Le résultat opérationnel comprend le résultat net avant charge d'impôt courant et impôt différé, résultat financier, quote-part du résultat net des entreprises associées et résultat des activités abandonnées.

EBITDA : terme anglais fréquemment utilisé en français (Earnings Before Interests, Tax, Depreciation and Amortisation correspond au résultat avant charge d'intérêts, impôts, dotation nette aux provisions et dotation aux amortissements). Pour Atos Origin, l'EBITDA se base sur la marge opérationnelle minorée des éléments sans impact sur les flux de trésorerie et se nomme **EBO** (Excédent Brut Opérationnel) et correspond à la marge opérationnelle avant dotation aux amortissements et dotation nette aux provisions (**OMDA** en anglais).

Excédent Brut Opérationnel. Il se calcule comme suit :

Marge opérationnelle

- moins dotation aux amortissements des immobilisations (tel que présenté en « Résultats financiers »)
- moins dotation nette aux provisions (composée de la dotation nette aux provisions pour actif courant et de la dotation nette aux provisions d'exploitation, telles que présentées en « Résultats financiers »)
- moins dotation nette aux provisions pour retraite (telle que présentée en « Résultats financiers »)

Marge brute et Coûts indirects. La marge brute se compose du chiffre d'affaires minoré des coûts directs des biens et services vendus. Les coûts directs se réfèrent à la production des produits et / ou services délivrés aux clients, alors que les coûts indirects comprennent tous les coûts liés aux effectifs indirects (tels que définis ci-après), qui ne sont pas directement liés à la réalisation du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle englobe la marge brute moins les coûts indirects.

Résultat net normalisé. Résultat net (part du Groupe) avant éléments inhabituels, anormaux et irréguliers, net d'impôt.

RNPA (Résultat Net Par Action). Le RNPA est le résultat net divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le RNPA dilué est le résultat net divisé par le nombre moyen dilué pondéré d'actions ordinaires sur la période (nombre d'actions en circulation + instruments dilutifs avec effet dilutif). **Le RNPA normalisé** est basé sur le résultat net normalisé.

Capitaux employés opérationnels. Les capitaux employés opérationnels comprennent l'actif immobilisé et le fonds de roulement, hors goodwill et actifs destinés à être cédés ou abandonnés.

Actifs et passifs courants et non-courants. Une distinction est faite au bilan entre éléments d'actif et de passif courants et non-courants. Les actifs et passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non-courants.

Les actifs et passifs courants, à l'exclusion de la part à court terme des emprunts, des créances financières et des provisions, constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

Endettement net. L'endettement net est constitué du total des emprunts (obligations, contrats de location-financement, prêts bancaires à court et long termes, titrisation et autres passifs financiers), des actifs financiers à court terme et des passifs porteurs d'intérêt à échéance de moins d'un an, moins la trésorerie nette (disponibilités et dépôts bancaires à vue et SICAV monétaires).

Délai de recouvrement client. Le délai de recouvrement moyen représente la somme des créances clients (y compris les travaux en cours) exprimée en jours de chiffre d'affaires (sur la base du « dernier entré, premier sorti »). Le nombre de jours se base sur le calendrier civil.

Ratio d'endettement net sur capitaux propres. Le ratio d'endettement net sur capitaux propres représente la part, exprimée en pourcentage, de l'endettement net sur le total des capitaux propres (part du Groupe et intérêts minoritaires).

Ratio de couverture d'intérêt. Le ratio de couverture d'intérêt représente un multiple de la marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement financier.

Ratio de levier financier. Le ratio de levier financier représente l'endettement net divisé par la marge opérationnelle avant amortissement et dépréciation, ou EBO.

Retour sur capitaux employés. Le retour sur capitaux employés est le résultat net (part du Groupe), hors coût d'endettement financier (net d'impôt) et pertes de valeur sur actifs à long terme, divisé par les capitaux employés.

13.2 TERMES RELATIFS AU MARCHÉ BOURSIER

Consensus. Le consensus reprend l'opinion qui ressort de la communauté financière au sein de laquelle les analystes financiers jouent un rôle prédominant. Le consensus peut avoir trait aux perspectives de résultats (consensus sur un titre donné) ou à un groupe de sociétés appartenant au même secteur d'activité (consensus de marché).

Instruments dilutifs. Les instruments dilutifs sont des instruments financiers (obligations, bons de souscription d'actions, options de souscription d'actions, actions gratuites) qui peuvent être convertis en actions et qui ont donc un impact dilutif potentiel sur le capital social.

Dividendes. Les dividendes représentent la part des bénéfices d'une entreprise distribuée aux actionnaires sous la forme de liquidités ou d'actions.

Flottant. Le flottant représente la proportion du capital social effectivement échangé sur le marché. Il exclut les actions des six catégories présentées ci-dessous (source Euronext) :

- **Autocontrôle**
Actions de la société cotée détenues par des sociétés contrôlées au sens de l'article 233/3 du Code de Commerce. Les actions auto-détenues (actions détenues en propre par la société cotée) ne sont pas comprises dans le calcul.
- **Actions détenues par des fondateurs**
Actions détenues directement ou indirectement par les fondateurs (personnes physiques ou groupes familiaux), lesdits fondateurs exerçant une influence sur la gestion ou le contrôle de la société (dirigeants, contrôle en droit de vote, influence notoire....).
- **Participations détenues par l'Etat**
Il s'agit des participations directes mais aussi des participations via des collectivités publiques et des participations détenues par des sociétés elles-mêmes contrôlées par l'Etat.
- **Actions liées par un pacte d'actionnaires**
Actions comprises dans le champ d'un pacte d'actionnaires au sens de l'article 233/10 et 11 du Code du Commerce en dehors des actions détenues par les fondateurs ou l'Etat.
- **Bloc contrôlant**
Actions détenues par des personnes morales (hors fondateurs et Etat) qui exercent un contrôle au sens de l'article 233-3 du Code du Commerce.
- **Participations analysées comme stables**
Participations supérieures à 5% et qui n'ont pas évoluées de manière significative à la baisse (-1% hors dilution) depuis trois ans. Sont inclus des actionnaires qui, parallèlement ou conjointement au lien capitalistique, ont, avec la société cotée, des accords industriels ou stratégiques sur une période récente.

Capitalisation du flottant. Elle représente le cours de l'action d'une société multiplié par le flottant tel que défini ci-dessus.

Capitalisation boursière. Elle représente le cours de l'action d'une société multiplié par le nombre d'actions émises.

Volatilité. Elle représente la fluctuation du cours d'une action, mesurée par l'écart-type du rapport entre deux cours successifs.

Valeur d'entreprise (EV). Elle représente la capitalisation boursière d'une entreprise, plus son endettement.

PER (*Price Earnings Ratio* ou Rapport cours/bénéfices). Il représente la capitalisation boursière d'une entreprise divisée par ses bénéfices après impôt sur une période suivie (ou à terme) de douze mois.

PEG (*Price Earnings Growth* ou taux de croissance moyen des bénéfices attendus). Il s'agit du rapport cours/bénéfices d'un titre divisé par son taux de croissance des bénéfices en glissement annuel.

13.3 TERMES RELATIFS A L'ACTIVITÉ

BPO (*Business Process Outsourcing* ou externalisation des processus). Le BPO correspond à l'externalisation d'un certain nombre de fonctions ou procédures de l'entreprise, notamment des fonctions administratives, telles que la comptabilité, la gestion des ressources humaines, les centres d'appels, etc.

CMM (*Capability Maturity Model*). Le CMM est une méthode d'évaluation et de mesure, sur une échelle de 1 à 5, de l'efficacité du processus de développement logiciel dans une entreprise.

CMMI. Intégration du CMM.

CRM (*Customer Relationship Management* ou gestion de la relation client). La gestion de la relation client (service après-vente, conseil à l'achat, conseil d'utilisation, fidélisation de la clientèle) est devenue un axe stratégique de la réussite d'une entreprise. Non seulement la gestion de la relation client favorise la rentabilité, mais elle conduit également à une augmentation du chiffre d'affaires grâce à son action sur la fidélisation de la clientèle.

ERP (*Enterprise Resource Planning* ou planification des ressources d'entreprise). Un système ERP est un progiciel de gestion intégré conçu sous la forme de modules, capable d'intégrer les systèmes de ventes, de production, d'achat, de comptabilité et de ressources humaines en un vaste système de gestion de l'information, à l'échelle de l'entreprise toute entière.

LAN (*Local Area Network* ou réseau local). Il s'agit d'un réseau local reliant un certain nombre d'ordinateurs au sein d'un même bâtiment ou d'une même zone.

MMS (*Multimedia Message Service*). Un MMS est un message pouvant transporter du texte, du son, des images en couleur fixes ou animées, envoyé en général à destination d'un téléphone portable.

SCM (*Supply Chain Management* ou gestion de la chaîne logistique). Il s'agit d'un système conçu pour optimiser la chaîne logistique et améliorer la souplesse et la gestion des coûts.

WAN (*Wide Area Network*). Un réseau WAN est un réseau longue distance généralement composé de plusieurs réseaux locaux (LAN), qui couvre une zone géographique étendue.

13.4 TERMES ET INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE : ACTIVITE

13.4.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires externe. Le chiffre d'affaires externe représente les ventes d'Atos Origin à des tiers externes (hors TVA et chiffre d'affaires d'achat-revente sans marge).

Prises de commandes sur facturation. Il s'agit du rapport, exprimé en pourcentage, entre le volume de prises de commandes sur une période, divisé par le chiffre d'affaires réalisé sur la même période.

Volumes de prises de commandes / commandes enregistrées. La valeur totale des contrats, commandes ou avenants conclus sur une période définie. Lorsqu'une proposition commerciale est gagnée (engagement contractuel signé par le client), la prise de commande est constatée et la valeur contractuelle totale (TCV) est ajoutée au carnet de commandes.

TCV (Total Contract Value ou valeur contractuelle totale). La TCV représente la valeur totale d'un contrat à la signature (prévue ou estimée) sur sa durée totale. Elle représente la commande ferme et la valeur contractuelle du contrat en dehors de toute clause activée du fait du client, telle que la clause de résiliation anticipée, ou toute option sur des prestations complémentaires ou tout renouvellement.

Carnet de commandes / couverture des commandes. Ce rapport correspond à la valeur des contrats, commandes et avenants signés qui restent à reconnaître en chiffre d'affaires sur leur durée de vie résiduelle.

Propositions commerciales. Cet indicateur correspond à la valeur du chiffre d'affaires potentiel à tirer des propositions commerciales en cours faites à des clients. Les propositions commerciales qualifiées appliquent une probabilité estimée du succès de la proposition, sous forme d'un pourcentage.

Croissance organique. La croissance organique représente le pourcentage de croissance d'un secteur d'activité à périmètre et taux de change constants.

13.4.2 Ressources humaines

Effectif légal. L'effectif légal représente le nombre total de salariés enregistrés dans les effectifs d'Atos Origin à la clôture de la période. L'effectif légal inclut les salariés en longue maladie ou en longue indisponibilité, les étudiants en cours de qualification, les stagiaires, les congés maternité, mais ne comprend pas les sous-traitants et le personnel intérimaire.

Equivalents Temps Plein (ETP). Représente le nombre total de salariés calculé en fonction des informations reprises des feuilles horaires sur la base du temps de travail effectif, divisé par le temps de travail contractuel standard par salarié. En général, une personne qui a un contrat de travail à temps plein est considérée comme un ETP, alors qu'une personne qui travaille à temps partiel sera considérée comme représentant moins qu'un ETP.

Les calculs sont effectués sur la base de la durée de travail fixée par la législation en vigueur (hors heures supplémentaires et congés sans solde), le temps de travail potentiel (en heures ou jours) étant égal au temps nominal + le solde d'heures supplémentaires - les congés sans soldes. Pour les sous-traitants et le personnel intérimaire, les heures de travail potentielles sont fonction du nombre d'heures facturées par le fournisseur à Atos Origin.

Sous-traitants. Les sous-traitants externes sont des fournisseurs tiers externes. Les activités externalisées (activités d'impression ou de centre d'appels, par exemple) et la sous-traitance sur la base d'un montant forfaitaire sont exclues de la comptabilisation des sous-traitants ou intérimaires.

Personnel intérimaire. Il correspond au personnel d'une agence de travail temporaire. Il est habituellement fait recours aux intérimaires pour couvrir les pics d'activité saisonniers ou dans des circonstances exigeant du personnel sur une courte période.

Effectifs directs. Les effectifs directs (appelés aussi productifs) incluent les effectifs permanents (en contrat à durée indéterminée) et les sous-traitants dont le travail peut être facturé à un tiers.

Effectifs indirects. Les effectifs indirects incluent les effectifs permanents (en contrat à durée indéterminée) et les sous-traitants dont le travail ne peut pas être facturé à un tiers. Les effectifs indirects ne sont pas directement impliqués dans la production des produits et/ou services vendus aux clients.

Effectifs permanents. Il s'agit des effectifs en contrat à durée indéterminée.

Effectifs temporaires. Il s'agit des effectifs en contrat à durée déterminée.

Ratio S. Le Ratio S mesure les effectifs indirects en pourcentage de l'effectif ETP total, y compris à la fois le personnel propre à la société et les sous-traitants.

Taux de rotation du personnel et taux de départs volontaires (pour l'effectif légal). Le taux de rotation du personnel et le taux de départs volontaires mesurent la part de l'effectif légal ayant quitté la Société (de manière volontaire ou non) sur une période définie.

Le taux de rotation mesure le pourcentage de l'effectif légal ayant quitté l'entreprise sur une période donnée.

Le taux de départs volontaires mesure le pourcentage d'effectifs permanents ayant volontairement quitté l'entreprise sur une période donnée. Le taux de départs volontaires est un rapport entre le total des départs volontaires sur une période annuelle divisé par les effectifs moyens en contrat à durée indéterminée sur cette période.

Taux d'utilisation et taux de non-utilisation. Le taux d'utilisation mesure la part du temps de travail potentiel (en heures ou jours) pour les ETP directs-productifs (salariés en propre hors sous-traitants) facturables au client. Ce rapport s'exprime sous la forme d'un pourcentage, basé sur les heures facturables (effectivement produites) divisées par le temps de travail potentiel hors congés. Le taux de non-utilisation mesure le temps de travail potentiel (en heures ou jours) pour les ETP directs-productifs (salariés en propre hors sous-traitants) qui n'est pas facturé au client.

Le taux d'utilisation + le taux de non-utilisation = 100% du temps de travail potentiel des ETP directs-productifs, hors congés légaux, congés de longue maladie, congés sabbatiques de longue durée et congés parentaux. Le temps de travail potentiel se compose du temps facturable, de l'inactivité pouvant être facturée mais non facturée (congés exceptionnels, maladie, disponibilité entre deux missions appelée temps d'inter-contrats, autre inactivité comme la délégation) et le temps non facturable (avant-vente, formation, réunions d'encadrement, recherche et développement, déplacements).

14 LOCATIONS

<p>Afrique du Sud 204 Rivonia Road, Sandton Private Bag X136 Bryanston 2021 Tel : +27 11 895 2000</p> <p>Allemagne Theodor-Althoff-Str. 47 D-45133 Essen Telefon : +49 (0) 20 14 3050</p> <p>Atos Worldline GmbH Hahnstraße 25 D-60528 Frankfurt/Main Tel : +49 69 66566 0</p> <p>Argentine Vedia 3892 P.B. C1430 DAL - Buenos Aires Tel : +54 11 4546 5500</p> <p>Autriche Technologiestraße 8 / Gebäude D A-1120 Wien Tel : +43 1 60543 0</p> <p>Belgique Da Vincilaan 5 B-1930 Zaventem Tel : +32 2 690 2800</p> <p>Conseil et Intégration de Systèmes Da Vincilaan 5 B-1930 Zaventem Tel : +32 2 712 3777</p> <p>Atos Worldline Belgique Chaussée de Haecht 1442 Haachtsesteenweg 1130 Brussels Phone : +32 (0)2 727 61 11 Fax : +32 (0)2 727 67 67</p> <p>Brésil Rua Itapaiuna 2434 - 2° andar - Santo Amaro São Paulo – SP CEP : 05707-001 Tel : +55 11 3779 2344</p> <p>Chine 5th Floor, Lido Commercial Center Jichang Road Pékin 100004 Tel : +86 10 6437 6668</p> <p>Etats-Unis 5599 San Felipe Suite 300 Houston TX, 77056 Tel : +1 713 513 3000</p>	<p>Espagne Albarracín, 25 28037 Madrid Tel : +34 91 440 8800</p> <p>Atos Consulting Albarracín, 27 28037 Madrid Tel : +34 91 214 9500</p> <p>France Tour les Miroirs - Bât C 18, avenue d'Alsace 92926 Paris La Défense Cedex Tel : +33 1 55 91 2000</p> <p>Atos Worldline France Tour Manhattan 5-6 place de l'Iris 92926 Paris La Defense Cedex Tel : +33 1 49 00 9000</p> <p>Infogérance Tour Horizon 64 Rue du 8 Mai 1945 92025 Nanterre Tel : +33 1 70 92 1340</p> <p>Intégration de Systèmes Tour les Miroirs - Bât C 18, Avenue d'Alsace 92926 Paris La Defense Cedex Tel : +33 1 55 91 2000</p> <p>Atos Consulting Tour les Miroirs - Bât C 18, Avenue d'Alsace 92926 Paris La Defense Cedex Tel : +33 1 55 91 2000</p> <p>Grèce 18 Kifisias Avenue 151 25 Athens Tel +30 210 688 9016</p> <p>Hong Kong Suites 1701-8, Prudential Tower 21 Canton Road Tsimshatsui, Kowloon Tel : +852 2830 0000</p> <p>Inde SDF-IV, Units 126/127 SEEPZ, Andheri (east) Mumbai 400 096 Tel : +91 22 28 29 0743</p> <p>Indonésie Wisma Kyoei Prince, #1707 Jalan Jenderal Sudirman Kav. 3 Jakarta, 10220 Tel : +62 21 572 4373</p>	<p>Japon 20/F Shinjuku Park Tower, 3-7-1 Nishi-shinjuku, Shinjuku-ku, Tokyo 163-1020 Tel : +81 3 3344 6631</p> <p>Luxembourg Rue Nicolas Bové 2a 1253 Luxembourg Tel. : +352 31 36 37 1</p> <p>Malaisie Suite F01, 1st Floor 2310 Century Square Jalan Usahawan 63000 Cyberjaya Selangor Darul Ehsan West Malaysia Tél. : +60 3 8318 6100</p> <p>Maroc Avenue Annakhil - Espace High tech Hall B – 5th floor HAYRYAD - Rabat Morocco Tel : +212 37 57 79 79</p> <p>Pays Bas Papendorpseweg 93 3528 BJ Utrecht Tel : +31 30 299 4444</p> <p>Atos Consulting Papendorpseweg 93 3528 BJ Utrecht Tel : +31 30 299 4444</p> <p>Pologne ul. Domaniewska 41 02-672 Warszawa (budynek Taurus) Tel : +48 22 606 1900</p> <p>Portugal Av. 5 de Outubro, 73 - C, 1 andar Edifício Goya, Escritório 4 1050-049 Lisboa Tel : +351 21 359 3150</p> <p>Royaume-Uni 4 Triton Square Regent's Place London NW1 3HG Phone : +44 20 7830 4444</p> <p>Singapour 8 Temasek Boulevard #07-01 Suntec Tower Three Singapore 038988 Tel : +65 6333 8000</p>	<p>Suisse Industriestrasse 19 8304 Wallisellen Tel : +41 1 877 6969</p> <p>24, Avenue de Champel 1206 Genève Tel : +41 22 789 3700</p> <p>Suisse (Telecom) Binzmühlestrasse 95 8050 Zürich Switzerland Tel : +41 1 308 9510</p> <p>Taiwan 9F, No 115 Sec 3 Ming Sheng E Road Taipei Tel : +886 2 2514 2500</p> <p>Turquie Kisikli Caddesi N°37 Aksel Is Merkezi 2 Kat Altunizade 34 662 Istanbul Tél. : +90 216 531 7383</p>
--	---	---	--